



Original : Anglais

UPAP/CA/EXTRA-XI/2025 - Doc N°02 Rev 1

**11^{ème} session extraordinaire du Conseil d'administration
19 novembre 2025 - Arusha, République unie de Tanzanie**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'UNION PANAFRICAIN
DES POSTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

1. Objet <ul style="list-style-type: none">Rapport de l'auditeur externe sur les états financiers de l'Union panafricaine des postes (UPAP) pour l'exercice clos au 31 mai 2024	Références/paragraphes <p>Article 5 alinéa 5 du Règlement d'exécution de la Convention ;</p> <p>Article 54 du Règlement financier de l'Union panafricaine des postes.</p>	Observations
2. Décisions attendues <ul style="list-style-type: none">Prendre connaissance du rapport et formuler toute observation jugée pertinenteExaminer et adopter les projets de décision.		

UNION PANAFRICAINE DES POSTES

**RAPPORT ANNUEL
ET
ETATS FINANCIERS VERIFIES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL & ETATS FINANCIERS VERIFIES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

SOMMAIRE	Page
Généralités sur l'Union	2
Liste des sigles et abréviations	3
Rapport du Secrétariat général	4 – 12
Déclaration de responsabilité du Secrétariat général	13
Rapport de l'auditeur externe	14 – 16
<i>Etats financiers :</i>	
- Résultats financiers	17
- Etat de la situation financière (Bilan)	18
- Etat de l'évolution de l'actif net	19
- Etat des flux de trésorerie	20
- Etats comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs	21
- Notes d'accompagnement des états financiers	22 – 39
Annexes	40 – 42

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL & ETATS FINANCIERS VERIFIES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

GENERALITES SUR L'UNION

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Union panafricaine des postes (UPAP)
Tour UPAP
282 Moshi Road, Philips Area
Sekei
P. O. Box 6026
Arusha 23190, Tanzanie

Domiciliations bancaires

KCB Bank Tanzania Limited
Victoria Tower Building
Goliondoi/Joel Maeda Street
P. O. Box 3053
Arusha, République unie de Tanzanie

Standard Chartered Bank Tanzania Limited
Sykes Building
Goliondoi Road
P. O. Box 3000
Arusha, République unie de Tanzanie

CRDB Bank PLC
Mlimani City Branch
P. O. Box 35407
Dar es Salaam, Tanzanie

AUDITEURS

Ernst & Young
Experts-comptables accrédités
Mzinga Way Building
Plot 162/1, Mzinga Way
P. O. Box 2475
14111 Oysterbay Dar es Salaam
Tanzanie

Firms Registration No. 154167; PF No. 151
TIN Number 100-149-222

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL & ETATS FINANCIERS VERIFIES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRALTI	Institut supérieur africain des télécommunications
ALICO	American Life Insurance Company
UA	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
COPTAC	Conférence des postes et télécommunications d'Afrique centrale
CRASA	Association des régulateurs du secteur des communications d'Afrique australe
EACO	Organisation des communications d'Afrique de l'Est
EMS,	Expedited Mail Service (Service de courrier accéléré)
GMS	Global Monitoring System
GFRID	Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement
IFS	International Financial System
IFRS	Normes internationales d'information financière
IPS	International Postal System
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ISA	Normes internationales d'audit
JMC	Comité de direction conjoint
JVC	Comité technique conjoint
OUA	Organisation de l'unité africaine
UPAP	Union panafricaine des postes
SAPOA	Association des opérateurs postaux d'Afrique australe
TZS	Shillings tanzaniens
UPU	Union postale universelle

**UNION PANAFRICAINE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL & ETATS FINANCIERS VERIFIES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

\$EU	Dollars américains
OSU	Obligations de service universel
URT	République unie de Tanzanie
CPEAO	Conférence des Postes de l'Afrique de l'ouest

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024

1 INTRODUCTION

Le Conseil d'administration de l'Union panafricaine des postes (UPAP), (ci-après désignée « l'Union »), réuni en sa 42^{ème} session ordinaire, a pris connaissance et procédé à l'examen du rapport dressé par le Secrétariat général de l'UPAP accompagné des états financiers vérifiés pour l'exercice clos au 31 mai 2024 qui présentent la situation générale de l'Union.

2 CONTEXTE

Créée le 18 janvier 1980 suite à l'adoption de la résolution N° CM/Rés.810 (XXXV) par la 35^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, l'UPAP voit le jour en tant qu'institution spécialisée de l'OUA chargée du développement des services postaux. Cette résolution faisait suite à la résolution CM/Rés.586 (XXIX) entérinée par la 14^{ème} assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA. En prenant le relais de l'OUA dès sa création le 9 juillet 2002, l'Union africaine (UA) assure désormais la tutelle de l'ensemble des institutions spécialisées de l'ancienne organisation faïtière, y compris l'UPAP. L'Union est composée des Etats membres de l'UA qui ont signé et ratifié ou adhéré à la Convention portant création de l'UPAP. A présent, l'UPAP compte quarante-quatre (45) Etats membres, également membres de l'Union africaine. Trente-cinq (35) Etats ont apposé leurs signatures à la Convention dès 1980, tandis que les dix (10) autres ont déclaré leur adhésion par la suite.

L'Accord de siège conclu entre l'Union postale panafricaine et le gouvernement de la République unie de Tanzanie accorde l'immunité aux actifs et au patrimoine de l'Union, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur.

3 MISSION, VISION ET VALEURS

La Vision :

Etre le réseau postal unique de l'Afrique assurant une liaison fiable et efficace entre citoyens africains et marchés nationaux et internationaux, grâce à des produits et services postaux physiques et numériques de haute qualité.

Mission

Piloter le développement du secteur postal en Afrique et promouvoir la coopération entre les acteurs, notamment en favorisant des réformes du dispositif physique, électronique et financier.

Valeurs

Sécurité, fiabilité, confiance, professionnalisme, transparence, intégrité, engagement : toutes ces valeurs reflètent l'éthique collective de l'UPAP en matière d'excellence du service, de bonne gouvernance et d'unité d'intention.

Objectifs stratégiques 2021-2025

Objectif 1 : La création en qualité et en quantité suffisantes de comptoirs postaux et de réseaux de distribution du courrier intra-africain ;

Objectif 2 : L'élaboration de nouveaux produits et services dans le domaine des TIC, et le développement des services financiers postaux en Afrique ;

Objectif 3 : L'amélioration de l'efficacité et du renforcement des capacités au Secrétariat général de l'UPAP et dans les administrations postales ;

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024

- Objectif 4 :** La mise en place d'un territoire postal unique pour le continent ;
- Objectif 5 :** La promotion des reformes pour le développement durable du secteur postal ;
- Objectif 6 :** La promotion des initiatives responsable et positives en faveur de la communauté et de l'environnement.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (*suite*)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

4 ETATS MEMBRES DE L'UPAP

La liste des Etats membres de l'Union se présente comme suit :

- Algérie
- Angola
- Bénin
- Botswana
- Burkina Faso
- Burundi
- Cameroun
- République centrafricaine
- Comores
- Congo
- Cote d'Ivoire
- Rép. dém. du Congo
- Egypte
- Guinée équatoriale
- Erythrée
- Eswatini
- Ethiopie
- Gabon
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Kenya
- Lesotho
- Liberia
- Libye
- Madagascar
- Malawi
- Mali
- Maroc
- Mozambique
- Namibie
- Niger
- Nigeria
- Ouganda
- Sénégal
- Sierra Leone
- Somalie
- Afrique du Sud
- Soudan
- Tanzanie
- Tchad
- Togo

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

- Tunisie
- Zambie
- Zimbabwe

5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONTROLES INTERNES DE L'UNION

La gouvernance de l'Union panafricaine des postes est assurée par trois (3) organes permanents, à savoir :

La Conférence des plénipotentiaires

Composition

La Conférence des plénipotentiaires, ci-après "la Conférence" est l'organe suprême de l'Union chargé de veiller à l'atteinte de ses objectifs. Elle est composée de l'ensemble des ministres des Etats membres chargés des services postaux. Elle comprend également l'ensemble des Etats membres de l'Union africaine ayant ratifié ou adhéré à la Convention de l'UPAP.

Fonctions

Les fonctions de la Conférence des plénipotentiaires sont les suivantes :

1. adopter et/ou réviser la Convention, le Règlement d'exécution et le Règlement financier ;
2. déterminer la politique générale que l'Union doit suivre pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 9 de la convention ;
3. examiner et approuver le programme d'activités et les comptes de l'Union et fixer le plafond des budgets annuels pour la période quadriennale ;
4. fixer le barème de contributions des Etats-membres et des membres associés ;
5. fixer la structure du Secrétariat général, élire le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint de l'Union et fixer leurs traitements, indemnités et autres conditions de service ;
6. créer les organes subsidiaires qu'il peut juger nécessaires pour atteindre les buts de l'union et établit les règles selon lesquelles ces organes doivent mener leurs activités.
7. approuver les accords provisoires conclus entre l'Union et les autres organisations africaines et internationales et d'autres pays ;
8. adopter à l'issue de chacune de ses sessions un rapport qui est adressé à tous les Etats membres ainsi qu'à l'Union africaine (UA) ;
9. examiner les rapports d'activités du Conseil d'administration et du Secrétariat général de l'Union depuis la dernière session de la Conférence.
10. élire les membres du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration

Composition

Le Conseil d'administration est composé d'Etats membres élus par la Conférence des plénipotentiaires pour un mandat de quatre ans (4) ans. Il compte vingt-cinq (25) Etats membres. Vingt-quatre (24) de ses membres sont élus par la Conférence, tandis que le vingt-cinquième membre est le pays siège de l'Union.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (*suite*)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

Les vingt-quatre membres élus du Conseil d'administration sont répartis au prorata entre les différentes régions de l'Union africaine.

L'Etat membre, Président en exercice de la Conférence, occupe d'office un des sièges attribués à sa région si, avant les élections, il en exprime le désir. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Conseil d'administration est l'organe de prise de décisions de l'Union dans les limites des pouvoirs à lui délégués par la Conférence.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONTROLES INTERNES DE L'UNION (suite) :

Pour l'exercice 2023/2024, les membres du Conseil d'administration sont les suivants :

République démocratique du Congo	-	Central	-	Président
Ethiopie	-	Est	-	1 ^{er} Vice-président
Maroc	-	Nord	-	2 ^{ème} Vice-président
Eswatini	-	Australe	-	Rapporteur
Bénin	-	Centrale	-	Rapporteur
Algérie	-	Nord	-	Membre
Botswana	-	Australe	-	Membre
Burkina Faso	-	Ouest	-	Membre
Burundi	-	Centrale	-	Membre
Cameroun	-	Centrale	-	Membre
Côte d'Ivoire	-	Ouest	-	Membre
Kenya	-	Est	-	Membre
Madagascar	-	Est	-	Membre
Malawi	-	Australe	-	Membre
Namibie	-	Australe	-	Membre
Niger	-	Ouest	-	Membre
Nigeria	-	Ouest	-	Membre
Sénégal	-	Ouest	-	Membre
Soudan	-	Est	-	Membre
Tanzanie	-	Est	-	Membre
Tunisie	-	Nord	-	Membre
Zambie	-	Australe	-	Membre
Zimbabwe	-	Australe	-	Membre

Fonctions du Conseil d'administration

1. dirige, contrôle et coordonne les activités de l'Union en matière administrative, financière et technique ;
2. adopte le programme d'activités et le budget annuels de l'Union ;
3. mettre en œuvre les décisions de la Conférence des plénipotentiaires relatives aux contributions annuelles des membres au budget de l'Union ;
4. fixe le traitement de base, les indemnités et autres conditions de service de tous les fonctionnaires de l'Union, à l'exception du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint ;
5. adopte le rapport annuel de gestion, les comptes vérifiés de l'Union présentés par le Secrétaire général et le Règlement du personnel ;
6. supervise la négociation d'accords provisoires avec d'autres organisations ayant des activités connexes à celles de l'Union et les soumet à l'approbation de la conférence ;
7. soumet à la Conférence des propositions concernant les règles applicables aux activités de l'Union en matière financière, administrative et technique ;
8. prépare l'ordre du jour provisoire des sessions de la Conférence ;
9. présente à Conférence des plénipotentiaires le rapport d'activités de l'Union pour chaque cycle quadriennal ;
10. examine et adopte les rapports et recommandations des Commissions administratives et techniques ;

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONTROLES INTERNES DE L'UNION (suite) :

Fonctions du Conseil d'administration (suite)

11. statue sur les dossiers de candidatures aux différents postes du Secrétariat général, y compris les postes électifs ;
12. créer des comités spéciaux qu'il peut juger nécessaires pour atteindre les objectifs de l'union et établir les règles de fonctionnement desdits organes ; et
13. proposer à la Conférence des plénipotentiaires, la mise en place de Commissions administratives et techniques en cas de besoin ;

Le Secrétariat général ;

Le Secrétariat général est l'organe exécutif et le bureau de l'Union. Le Secrétaire général assure la direction du Secrétariat général, assisté du Secrétaire général adjoint ; le Secrétaire général rend compte à la Conférence des plénipotentiaires et au Conseil d'administration, tandis que le Secrétaire général adjoint rend compte au Secrétaire général. L'organisation et le fonctionnement du Secrétariat général sont définis conformément aux dispositions de la Convention, du Règlement d'exécution, du Règlement du personnel et du Règlement financier.

Fonctions

Le Secrétaire général assure la direction du Secrétariat général et agit en qualité de représentant légal de l'Union. Il assure les fonctions ci-après :

1. Assurer la réalisation des objectifs de l'Union tels que définis à l'article 9 de la Convention ;
2. Préparer l'ordre du jour, la convocation de toutes les réunions de l'Union et en assurer les services de Secrétariat ;
3. Assurer la tenue de tous les documents et archives de l'Union ;
4. Préparer le projet de programme d'activités et le budget prévisionnel de l'Union pour chaque cycle quadriennal, et les soumettre à l'approbation de la Conférence ;
5. Préparer le projet de programme d'activités et le budget prévisionnel de l'Union pour chaque exercice, et les soumettre à l'approbation du Conseil ;
6. Présenter à l'approbation du Conseil les comptes de l'Union de l'exercice précédent ;
7. Assister à toutes les sessions de la Conférence et du Conseil ;
8. Assister ou se faire représenter aux réunions des commissions administratives et techniques et aux séminaires de l'Union ;
9. Assister ou se faire représenter, dans la mesure du possible, aux réunions et conférences auxquelles l'Union est conviée ;
10. Nommer les autres membres du Secrétariat après consultation du Conseil ;
11. Informer les Etats membres de toute adhésion à ou dénonciation de la Convention ;
12. Commettre, s'il le juge nécessaire, et sous réserve de l'approbation du Conseil, des experts pour mener des études spécifiques approuvées par le Conseil ;
13. Diffuser périodiquement l'actualité sur l'évolution des services postaux ;
14. Assurer la mise en œuvre des décisions de la Conférence et du Conseil ;

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

5 STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONTROLES INTERNES DE L'UNION (suite) :

Fonctions du Secrétariat général (suite)

15. Après consultation des Etats membres, prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des programmes approuvés par l'Union ;
16. Présenter à la Conférence des Plénipotentiaires un rapport d'activités du Secrétariat général depuis la dernière Conférence des Plénipotentiaires ;
17. Présenter au Conseil d'administration un rapport annuel d'activités du Secrétariat général dans l'intervalle des deux sessions ;
18. Négocier sous la supervision du Conseil, des accords provisoires avec d'autres organisations ;
19. Créer et tenir une base de données sur les activités postales des Etats membres et des membres associés ;
20. S'acquitter de toute autre tâche qui lui serait confiée par la Conférence et le Conseil.

En sa qualité de numéro deux du Secrétariat général, les fonctions du Secrétaire général adjoint sont les suivantes :

1. Assurer l'intérim du Secrétaire général en cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier ;
2. Assurer la supervision des structures opérationnelles du Secrétariat général ;
3. Evaluer les performances des membres du personnel ;
4. Présider les comités de recrutement, de promotion et de discipline et formuler des recommandations à l'examen de la Direction (Comité consultatif) ;
5. Assurer la coordination des activités de coopération avec les organisations régionales et internationales susceptibles de promouvoir le développement et la diversification des produits et services postaux de qualité, répondant aux exigences d'un environnement en pleine mutation ;
6. Assister le Secrétaire général à harmoniser, dans la mesure du possible, les positions des Etats membres lors des réunions internationales, notamment au niveau de l'Union postale universelle (UPU) ;
7. Représenter le Secrétaire général à certaines réunions de haut niveau ainsi qu'aux réunions des Commissions techniques ;
8. Exécuter toute autre tâche à lui confiée par le Secrétaire général. Le Secrétaire général adjoint est responsable devant le Secrétaire général.

6 LE PROGRAMME D'ACTIVITES

Pour l'exercice 2023/2024, le programme d'activités se décline comme suit :

- a. Promotion de l'adhésion de Maurice, du Rwanda et de la Mauritanie ;
- b. Organisation et parrainage des participants à la 2e Conférence africaine de philatélie qui s'est tenue à Rabat, au Maroc ;
- c. Organisation de trois (3) réunions de coordination africaines avant les sessions du CEP/CA de l'UPU ;
- d. Organisation de la 42^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP ;
- e. Réalisation de missions de conseil sur place concernant l'évaluation et la formation pour l'ORE en Zambie et au Lesotho ;
- f. Organisation de 17 réunions en ligne du groupe de travail de l'UPU.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (*suite*)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024

6 LE PROGRAMME D'ACTIVITES (suite)

- g. Organisation d'une réunion de l'équipe spéciale chargée de la gestion des risques de catastrophe ;
- h. Participation au 4e Congrès extraordinaire de l'UPU à Riyad, en Arabie saoudite
- i. Participation aux travaux du CEP/CA (S4) et (S5) de l'UPU
- j. Participation au Forum postal africain 2023 « Forum des PDG pour la coopération Sud-Sud » à Casablanca, au Maroc
- k. Participation au Forum de l'UPU sur le financement du secteur postal en Afrique, qui s'est tenu à Cotonou, au Bénin
- l. Participation aux 2e et 3e ateliers régionaux de lancement du projet sur l'efficacité opérationnelle et le développement du commerce électronique (ORE 3), qui se sont tenus respectivement à Nairobi, au Kenya, et à Gaborone (Botswana).
- m. Participation au Forum mondial des dirigeants postaux à Amsterdam, aux Pays-Bas
- n. Participation à l'atelier de l'UPU sur les mesures pratiques en matière de comptabilité internationale et les tâches dans le cadre de l'IPS, organisé au Caire, en Egypte
- o. Participation au 25e congrès de l'EACO et à la 28e assemblée générale annuelle, organisés à Bujumbura, au Burundi
- p. Participation à la réunion de l'Union africaine sur la paix et la sécurité à Dar es Salaam, en Tanzanie.
- q. Participation à l'atelier sur la sécurité postale et du courrier, la logistique et le commerce électronique à Kampala, en Ouganda.
- r. Participation à la 13e AGA de la CRASA et aux événements pré-AGA à Mbabane, en Eswatini.
- s. Participation au Forum des dirigeants postaux africains « En route vers la transformation numérique et l'innovation » qui s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire
- t. Organisation de l'inauguration de la Tour UPAP à Arusha, en Tanzanie, par le président de la Tanzanie en présence des plénipotentiaires de l'UPAP, des ambassadeurs africains accrédités en Tanzanie et des directeurs généraux/PDG des agences de régulation et des opérateurs désignés
- u. Participation au 11e Forum postal annuel de la SAPOA à Gaborone, au Botswana
- v. Participation à l'atelier sur la numérisation de la poste libyenne à Tripoli, en Libye
- w. Participation au 66e Conseil d'administration de l'AFRALTI à Dar es Salaam, en Tanzanie
- x. Participation au 5e STC de l'Union africaine et au 1er Forum africain sur l'innovation en matière de données à Addis-Abeba, en Ethiopie

7 PLANS DE DEVELOPPEMENT FUTUR

Stratégie postale africaine 2026–2030

La Stratégie postale africaine 2026–2030 trace une vision renouvelée et unifiée de la transformation du secteur postal africain, en conformité avec la Stratégie de Dubaï 2026–2029 de l'Union postale universelle (UPU), l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que la Stratégie de transformation digitale pour l'Afrique (2020–2030). Elle représente un engagement collectif des Etats membres africains, sous la coordination de l'Union panafricaine des postes (UPAP), visant à repositionner le secteur postal comme un catalyseur essentiel de la connectivité numérique, de la facilitation du commerce et de l'inclusion sociale sur l'ensemble du continent.

I. Contexte stratégique et justification

Au cours de la dernière décennie, le secteur postal africain a connu une transformation significative, marquée par des avancées encourageantes en matière de numérisation, de commerce électronique et d'intégration logistique. Cependant, des défis persistants demeurent — notamment des infrastructures limitées, une maturité numérique inégale et une fragmentation réglementaire qui continuent d'entraver le plein potentiel du secteur.

Lors de la 10^{ème} session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires de l'UPAP, tenue à Victoria Falls (Zimbabwe) en juin 2021, les ministres en charge des services postaux ont pris la décision stratégique d'aligner le cycle de planification de l'UPAP sur celui de l'UPU. Dès lors, les sessions ordinaires de la Conférence des plénipotentiaires de l'UPAP se tiendront après chaque Congrès de l'UPU, permettant ainsi la synchronisation directe des plans stratégiques de l'Afrique avec les cadres mondiaux et éliminant la pratique antérieure des réalignements en milieu de cycle.

Cette décision marque une nouvelle phase dans la maturité institutionnelle de l'UPAP — ancrant solidement la Stratégie postale africaine 2026–2030 dans le cycle stratégique mondial de l'UPU (Dubaï 2026–2029) et garantissant que l'Afrique parle d'une seule voix au sein de la communauté postale internationale.

La nouvelle Stratégie s'appuie ainsi sur les acquis du cycle 2022–2025 (Stratégie postale mondiale d'Abidjan) au cours duquel l'Afrique a renforcé sa préparation opérationnelle au commerce électronique, élargi sa coopération régionale et réalisé des progrès tangibles dans les initiatives de transformation numérique. L'Afrique aborde désormais la mise en œuvre du cycle de Dubaï avec une ambition renouvelée — tirer parti de son dynamisme démographique, de son innovation technologique et de la dynamique d'intégration continentale pour une croissance postale durable.

II. Vision, Mission et Valeurs

- a) **La Vision** : Etre le réseau postal unique de l'Afrique assurant une liaison fiable et efficace entre citoyens africains et marchés nationaux et internationaux, grâce à des produits et services postaux physiques et numériques de haute qualité.
- b) **Mission** : Piloter le développement du secteur postal en Afrique et promouvoir la coopération entre les acteurs, notamment en favorisant des réformes du dispositif physique, électronique et financier.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

- c) **Valeurs** : Sécurité, fiabilité, confiance, professionnalisme, transparence, intégrité, engagement : toutes ces valeurs reflètent l'éthique collective de l'UPAP en matière d'excellence du service, de bonne gouvernance et d'unité d'intention.

7 PLANS DE DEVELOPPEMENT FUTUR (suite) :

Stratégie postale africaine 2026–2030 (suite) :

III. Alignement avec le Cadre stratégique mondial

Axée sur la Stratégie mondiale de Dubaï 2026–2029 de l'UPU, la Stratégie postale africaine adopte une approche intégrée de la transformation. Elle aligne les priorités régionales de l'Afrique sur les trois objectifs mondiaux adoptés par l'UPU, tout en maintenant les cinq piliers distinctifs qui définissent l'identité opérationnelle de l'UPAP et sa réponse adaptée aux réalités africaines.

L'alignement entre la Stratégie de Dubaï 2026–2029 et la Stratégie postale africaine 2026–2030 est illustré ci-dessous.

STRATEGIE DE DUBAÏ DE L'UPU (2026-2029)

Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3
Valoriser le territoire postal unique grâce à un système efficace fondé sur des règles	Renforcer l'écosystème postal mondial grâce à l'innovation et à la facilitation des échanges	Permettre le développement postal grâce à une coopération et une régionalisation accrues

⇓ Alignement avec ⇓

Stratégie postale africaine (2026–2030) : CINQ AXES STRATEGIQUES

Axes stratégiques de l'UPAP	Objectif mondial correspondant de l'UPU
1. Politique, régulation et gouvernance	Objectif 1
2. Innovation, transformation numérique et commerce électronique	Objectif 2
3. Exploitation, qualité de service et infrastructures	Objectif 2
4. Inclusion financière et sociale	Objectif 2
5. Capacité institutionnelle, partenariats et mobilisation des ressources	Objectif 3

Cet alignement hybride garantit la cohérence entre la stratégie régionale de l'Afrique et le cadre mondial de l'UPU, tout en préservant la spécificité nécessaire pour répondre aux priorités particulières de l'Afrique, notamment dans les domaines de la numérisation, de l'inclusion et du renforcement des capacités.

IV. Cadre stratégique

La stratégie postale africaine 2026-2030 s'articule autour de cinq piliers stratégiques, chacun étant conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux de l'UPU et des aspirations de développement de l'Afrique.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

Axe 1 : Politique, régulation et gouvernance

Cet axe vise à renforcer la gouvernance postale et la cohérence des politiques aux niveaux continental, régional et national. L'UPAP accompagnera les Etats membres dans la modernisation des lois et réglementations postales, l'harmonisation des cadres avec les Actes de l'UPU et l'institutionnalisation d'une gouvernance fondée sur des données probantes. Il favorisera également l'alignement avec les cadres réglementaires de l'Union africaine et la mise en place de dialogues politiques renforçant la transparence, l'efficacité et la coordination entre les parties prenantes.

7 PLANS DE DEVELOPPEMENT FUTUR (suite) :

Stratégie postale africaine 2026–2030 (suite) :

Axe 2 : Innovation, transformation numérique et commerce électronique

La digitalisation demeure la pierre angulaire de la poste africaine de demain. À travers la Vision UPAP de Transformation numérique 2030, l'Union pilotera l'intégration de solutions numériques tout au long de la chaîne de valeur postale : e-timbres, adressage numérique, systèmes de suivi, plateformes d'e-commerce interopérables, passerelles de paiement sécurisées, etc. En outre, l'UPAP favorisera les partenariats d'innovation avec les entreprises technologiques, les FinTechs et le milieu universitaire pour faire de la Poste africaine un acteur majeur de l'économie numérique.

La Tour UPAP à Arusha constitue un levier institutionnel essentiel sous cet axe. Avec son Centre de renforcement des capacités TIC, elle devient un pôle continental dédié à la formation numérique, à l'innovation postale et à l'échange de données — un véritable centre névralgique de la transformation numérique postale en Afrique.

Axe 3 : Exploitation, qualité de service et développement des infrastructures

L'excellence opérationnelle demeure un facteur déterminant de compétitivité et de satisfaction des usagers. Cet axe porte sur la modernisation des centres de tri, des réseaux de transport et des mécanismes de distribution du dernier kilomètre. L'UPAP encouragera l'adoption des normes de qualité de l'UPU et l'utilisation des outils de mesure de performance tels que l'Integrated Quality Reporting System (IQRS) et le Global Monitoring System (GMS). La mise en place de plateformes logistiques régionales et de modèles de livraison verte renforcera la résilience, l'efficacité et la durabilité du réseau postal africain.

Axe 4 : Inclusion financière et sociale

Dotés d'une présence capillaire dans les zones urbaines et rurales, les réseaux postaux occupent une position unique pour favoriser l'inclusion financière. Ce pilier met l'accent sur l'expansion des services financiers postaux interopérables, l'utilisation des plateformes mobiles et numériques pour atteindre les populations non bancarisées et la promotion de partenariats entre les postes, les FinTech et les institutions de microfinance. L'objectif consiste à transformer les bureaux de poste en points d'accès inclusifs aux services financiers, aux prestations sociales et aux services administratifs en ligne, afin que tous les citoyens, quel que soit leur lieu de résidence, puissent bénéficier des avantages de l'économie numérique.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

Axe 5 : Capacité institutionnelle, partenariats et mobilisation des ressources

La mise en œuvre de la stratégie nécessite une institution compétente et des mécanismes de financement durables. L'UPAP renforcera sa gouvernance interne ainsi que les capacités du Secrétariat général et intégrera les pratiques de gestion axées sur les résultats. Les partenariats avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Smart Africa, l'UPU et les acteurs du secteur privé seront approfondis. L'Union entend par ailleurs envisager des modèles innovants de mobilisation des ressources, notamment des partenariats public-privé (PPP), des contributions volontaires et des projets conjoints avec des partenaires régionaux et internationaux du développement.

7 PLANS DE DEVELOPPEMENT FUTUR (suite) :

Stratégie postale africaine 2026–2030 (suite) :

V. Priorités transversales

La stratégie intègre des priorités transversales essentielles au développement inclusif et durable :

1. Renforcement des capacités et culture numérique – renforcer les capacités institutionnelles et humaines tout au long de la chaîne de valeur postale, promouvoir l'apprentissage continu et les compétences numériques afin de garantir une main-d'œuvre prête pour l'avenir.
2. Inclusion financière et autonomisation économique – tirer parti de la portée du réseau postal pour améliorer l'accès aux services financiers, encourager l'esprit d'entreprise et promouvoir la résilience économique au niveau communautaire.
3. Intégration régionale – approfondir la coopération postale intra-africaine et tirer parti de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour stimuler le commerce transfrontalier, l'efficacité logistique et les chaînes de valeur régionales.
4. Intégration de la dimension de genre et autonomisation des jeunes – garantir une représentation, une participation et un leadership équitables des femmes et des jeunes dans la gouvernance postale, l'innovation et l'entrepreneuriat.
5. Durabilité environnementale – promouvoir des opérations postales respectueuses de l'environnement, une logistique verte et des infrastructures respectueuses du climat, conformément aux engagements continentaux et mondiaux en matière de développement durable.

VI. Exécution, suivi, évaluation et apprentissage

La mise en œuvre suivra une approche axée sur les résultats, ancrée dans le cadre du tableau de bord prospectif, avec des indicateurs de performance clés (KPI) clairs et des rapports de performance annuels. Une unité de mise en œuvre et de suivi de la stratégie au sein du Secrétariat général de l'UPAP coordonnera le processus et veillera à la responsabilité.

Les Etats membres seront encouragés à aligner leurs plans nationaux de développement postal sur la Stratégie postale pour l'Afrique, afin de garantir une transposition cohérente des objectifs

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (*suite*)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024

continentaux dans les programmes nationaux. Des évaluations à mi-parcours et à terme permettront de mesurer les progrès accomplis, d'identifier les défis et de proposer des mesures correctives.

La Stratégie postale africaine 2026-2030 incarne une vision collective d'un écosystème postal africain durable, centré sur le client et doté de moyens numériques, qui contribue directement à la transformation socio-économique du continent.

En alignant ses cinq piliers stratégiques sur les trois objectifs mondiaux de la stratégie de Dubaï de l'UPU et en tirant parti du pouvoir symbolique et fonctionnel du centre TIC de la Tour UPAP, l'Afrique se positionne non seulement comme un participant à la réforme postale mondiale, mais aussi comme un pionnier qui façonne l'avenir de la transformation postale à l'ère du numérique.

Grâce à l'unité d'intention, à l'innovation et à la coopération stratégique, la poste africaine continuera à relier les personnes, à dynamiser le commerce et à stimuler le progrès, en construisant un réseau qui répond véritablement aux besoins de l'Afrique, par l'Afrique et avec l'Afrique.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

8 INVESTISSEMENT « TOUR UPAP »

La Tour UPAP a été achevée de manière significative et inaugurée le 2 septembre 2023 par la Présidente de la République unie de Tanzanie, S.E. Dr Samia Suluhu Hassan.

L'Union panafricaine des postes (UPAP) détient une participation majoritaire de 60 % dans la coentreprise Tour UPAP, un investissement immobilier institutionnel stratégique réalisé conjointement avec l'Autorité de régulation des communications de Tanzanie (TCRA), qui détient les 40 % restants pour les espaces supplémentaires disponibles après prise en compte des bureaux réservés pour le siège de l'UPAP et le bureau de la zone nord de la TCRA.

La coentreprise a été créée pour financer, construire et gérer la Tour UPAP, un complexe de bureaux commerciaux situé à Arusha, en Tanzanie, qui abrite également le siège de l'UPAP et les bureaux de la TCRA pour la zone nord. Conformément aux normes comptables applicables, cet investissement a été inscrit dans les états financiers de l'Union.

Le projet vise à générer des avantages opérationnels et financiers pour l'Union grâce aux revenus locatifs et à l'appréciation du capital, conformément aux objectifs stratégiques à long terme de l'UPAP. Toutes les transactions entre l'Union et la coentreprise sont effectuées dans des conditions de pleine concurrence.

9 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

L'Union bénéficie des subventions et des contributions versées respectivement par les bailleurs de fonds et les Etats membres. Le détail des opérations et des soldes avec les parties liées est présenté à la note 23 aux états financiers.

10 RESULTATS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, l'Union a enregistré un excédent de 2 807 394 \$EU (2023 : 714 155 \$EU). Les résultats sont disponibles à la page 17 des présents états financiers.

11 SITUATION FINANCIÈRE

La situation financière de l'Union est disponible à la page 25 des présents états financiers.

12 CHOIX DES CONVENTIONS COMPTABLES

Bases de préparation et cadre comptable

Les états financiers de l'Union panafricaine des postes (UPAP) sont préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), telles que publiées par le Comité des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSASB), selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les états financiers renseignent sur la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie de l'Union, et visent à répondre aux besoins d'information communs des utilisateurs, notamment les Etats membres, les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

12 CHOIX DES CONVENTIONS COMPTABLES (suite) :

Politique comptable relative aux contributions à recevoir des Etats membres et à la provision pour dépréciation

Conformément aux normes IPSAS, l'UPAP comptabilise les créances lorsqu'une obligation actuelle résulte d'un événement passé et qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service reviendront à l'Union, et que le montant de la créance peut être évalué de manière fiable. Les contributions des Etats membres à l'UPAP sont comptabilisées comme créances lorsqu'elles deviennent exigibles conformément au budget annuel et aux résolutions connexes adoptées par les organes directeurs de l'Union. Ces contributions sont des créances statutaires, découlant de résolutions et d'accords entre les Etats membres, et ne sont pas de nature contractuelle. Plus précisément,

- les obligations des Etats membres de contribuer aux besoins opérationnels et stratégiques de l'Union découlent d'accords intergouvernementaux et de décisions des organes directeurs de l'UPAP.
- Ces contributions sont des transactions sans contrepartie et sont considérées comme des obligations statutaires, ne découlant pas de contrats ou d'accords commerciaux.
- À ce titre, ces créances relèvent de la définition des créances statutaires et non des créances commerciales ou autres dans un contexte commercial.

Dérogation aux normes IPSAS pour la dépréciation des contributions des Etats membres

Bien que l'UPAP applique généralement les normes IPSAS 41 – Instruments financiers et IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (le cas échéant) pour la dépréciation des actifs financiers, l'Union déroge spécifiquement aux exigences des normes IPSAS pour la dépréciation des créances de longue date provenant des contributions des Etats membres, en raison de leur nature statutaire.

La dépréciation de ces créances est plutôt régie par la résolution N°10/UPAP/CA/XXXVII/2018, adoptée par la 37^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration, qui s'est tenue à Alger, en Algérie, du 10 au 12 avril 2018. Cette résolution définit une approche politique interne pour la constitution de provisions pour les contributions en souffrance depuis longtemps, compte tenu du contexte politique et statutaire de ces créances.

En conséquence, le Secrétariat général applique une méthode de provisionnement qui :

- reconnaît le statut unique de ces créances en tant que créances statutaires, non soumises à l'exécution commerciale ;
- tient compte des facteurs politiques et diplomatiques qui influent sur leur recouvrabilité ;
- applique les critères spécifiques établis dans la résolution N°10/UPAP/CA/XXXVII/2018 pour déterminer la nécessité et le montant de la provision pour les créances en souffrance de longue date.

Cette approche s'écarte du modèle des pertes de crédit attendues (ECL) prévu par la norme IPSAS 41. Cet écart vise à refléter plus fidèlement la nature des obligations des Etats membres et la structure de gouvernance dans le cadre de laquelle l'UPAP fonctionne.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

L'application des normes IPSAS, avec l'exception susmentionnée, constitue, de l'avis du Secrétariat général, le traitement comptable le plus approprié dans le contexte des opérations et de la structure de l'UPAP. Elle garantit que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière et des performances de l'Union, tout en respectant le cadre statutaire et politique régissant les contributions des Etats membres.

13 BIEN-ETRE SOCIAL DU PERSONNEL

Relations entre partenaires sociaux

Les relations entre les employés et la Direction sont au beau fixe. Aucune requête formulée par le personnel et non résolue n'a été enregistrée par la Direction au cours de l'exercice. L'Union estime que son personnel devrait pouvoir juger édifiante et exaltante leur expérience au sein de l'Union, et assume la coresponsabilité de veiller au développement du plein potentiel de chaque membre du personnel. L'évolution professionnelle est tributaire de l'atteinte de sa mission individuelle par chaque employé avec le concours de l'Union. Il s'agira pour chacun de prendre l'engagement individuel d'œuvrer en faveur des objectifs valorisants que sont l'innovation et la quête du professionnalisme.

La formation

L'identification, l'acquisition, la formation et le développement des compétences se poursuivent dans le cadre du programme global de gestion des compétences. Plusieurs membres du personnel ont suivi une formation pratique externe et interne à différents niveaux de gestion. L'Union a prévu un budget de 25 000 dollars américains pour former huit (8) membres du personnel au cours de l'exercice financier, mais a réussi à en former dix (10) grâce à un parrainage externe dans les domaines suivants :

- i) Renforcement des capacités en matière de réponse aux incidents et de recherche des menaces afin de lutter contre les vulnérabilités courantes en matière de sécurité des TIC
- ii) Atelier de renforcement des capacités pour mettre en œuvre et surveiller les cadres de la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique
- iii) Conférence sur les relations publiques en Afrique de l'Est afin d'inciter les professionnels des relations publiques à atteindre l'excellence
- iv) Renforcement du leadership, bonne gouvernance et intelligence émotionnelle
- v) Atelier de formation sur la fiscalité et les systèmes de déclaration électronique en Tanzanie
- vi) Formation à la maintenance des photocopieurs et des imprimantes pour les techniciens
- vii) Formation à l'utilisation des superordinateurs (HPC)
- viii) Formation au leadership et à la gestion axés sur les résultats pour les chefs de projet

Les dépenses réelles engagées pour ces activités de renforcement des capacités s'élèvent à 17 555 dollars américains (13 860 dollars américains en 2023). L'objectif ultime de toutes les formations et activités de renforcement des capacités est d'améliorer les compétences et les aptitudes du personnel et d'améliorer ses performances afin de garantir la réalisation des objectifs de l'Union. Les résultats de la formation justifient l'investissement consenti dans les programmes et se traduiront par une satisfaction accrue des Etats membres et des membres associés quant à la qualité des services fournis à l'Union, une réduction du taux de rotation du personnel et une exécution plus professionnelle des tâches.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (*suite*)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

Parité hommes-femmes

Au 31 mai 2024, le Secrétariat général comptait un effectif de 17 personnes, dont 3 femmes et 14 hommes. (31 mai 2023 : 16 employés dont 13 hommes et 3 femmes).

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024

14 ETAT DES DEPENSES ET DES AFFECTATIONS PAR PRINCIPAUX POSTES DE DEPENSES

Rubrique	Réalisé 2022/2023	Réalisé 2023/2024	Budget 2023/2024	Budget Réalisation %
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
Emoluments du personnel	415 983	453 730	449 331	97
Dépenses communes de personnel	502 670	529 384	594 054	89
Frais de déplacement pour missions officielles	19 981	36 192	61 636	59
Loyer et entretien des locaux	16 986	40 474	79 028	51
Communication	9 347	16 318	46 979	35
Autres charges	39 258	37 239	95 675	49
Conférences, ateliers, programmes/projets techniques	44 398	221 554	230 471	96
Amortissement des immobilisations corporelles	13 142	98 166	13 142	74,5
Radiation des créances douteuses	-	-		
Provisions pour arriérés de contributions de longue date	291 866	191 066	191 066	100
Total	1 353 631	1 624 123	1 761 382	92

15 SOLVABILITE

Le Conseil d'administration confirme que les normes applicables en matière d'information financière ont été respectées et que les états financiers ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation. Le Conseil d'administration a examiné la situation financière de l'Union, les projections et les contributions obligatoires disponibles des membres, ainsi que d'autres facilités de financement. Sur la base de cet examen, le Conseil d'administration est convaincu que l'Union est solvable et qu'elle poursuivra ses activités. Le Conseil d'administration a des raisons valables de penser que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à exercer ses activités dans un avenir prévisible.

16 QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de son engagement continu en faveur de la durabilité environnementale et de la promotion de solutions énergétiques propres, l'Union panafricaine des postes (UPAP) a mis en œuvre une initiative en matière d'énergies renouvelables à son siège à Arusha, en Tanzanie. Des panneaux solaires ont notamment été installés sur le toit du bâtiment pour alimenter les systèmes de chauffage de l'eau, réduisant ainsi la dépendance aux sources d'énergie non renouvelables. Cette initiative s'inscrit dans les objectifs mondiaux et continentaux de transition vers les énergies vertes et démontre le leadership de l'UPAP dans l'intégration de pratiques respectueuses de l'environnement au sein de ses opérations. En exploitant l'énergie solaire pour chauffer et éclairer les locaux de son siège, l'UPAP

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
RAPPORT DU SECRETARIAT GENERAL (suite)
DE L'EXERCICE CLOS EN MAI 2024**

contribue à la réduction de son empreinte carbone tout en donnant un exemple positif aux Etats membres et aux institutions régionales.

L'Union s'est conformée, à sa connaissance, à toutes les règles et réglementations applicables dans le pays hôte.

17 DONS POLITIQUES ET CARITATIFS

L'Union n'a versé aucune contribution à un parti politique ni effectué aucun don caritatif au cours de l'année (31 mai 2023 : ZERO).

18 EVENEMENTS POSTERIEURS À LA DATE DE CLOTURE

La raison sociale de la coentreprise PAPU Tower a été enregistrée le 1^{er} août 2024 sous le nom de TCRA-PAPU JOINT VENTURE dans la catégorie des partenaires commerciaux. Le 13 septembre 2024, TCRA-PAPU JOINT VENTURE a reçu le certificat d'enregistrement N°583892.

Hormis les éléments mentionnés dans la note 25 des états financiers, aucun autre événement susceptible d'influencer la compréhension des présents états financiers n'est survenu entre la fin de l'exercice et la date d'approbation des états financiers qui n'ait été divulgué par le Conseil d'administration.

19 AUDITEURS

Ernst & Young a été le commissaire aux comptes de l'Union pour l'exercice clos le 31 mai 2024 et a exprimé sa volonté de continuer à exercer ses fonctions.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent rapport est approuvé par la 43^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration et signé en son nom par

Dr Sifundo Chief Moyo
Secrétaire général

Date

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES

DECLARATION DES RESPONSABILITES DU SECRETAIRE GENERAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Le Secrétaire général est chargé de préparer les états financiers annuels pour chaque exercice financier, qui présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation de l'Union à la fin de l'exercice financier et son excédent ou son déficit. Le Secrétaire général veille également à ce que l'Union tienne une comptabilité appropriée qui reflète, avec une précision raisonnable, la situation financière de l'Union. Le secrétaire général est également chargé de protéger les actifs de l'Union et, par conséquent, de prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes, les erreurs et autres irrégularités.

Le Secrétaire général assume la responsabilité des états financiers annuels, qui ont été établis selon des conventions comptables appropriées, fondées sur des jugements et des estimations raisonnables et prudents, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Le Secrétaire général assume également la responsabilité de la tenue de registres comptables fiables pour la préparation des états financiers, ainsi que de la mise en place de systèmes adéquats de contrôle financier interne.

Le Secrétaire général estime que le système de contrôle interne offre une assurance raisonnable que les registres comptables peuvent être utilisés pour la préparation des états financiers. Toutefois, aucun système de contrôle interne ne peut offrir une assurance absolue contre les inexactitudes ou les pertes importantes.

Aucun élément n'a été porté à la connaissance du Conseil d'administration qui indiquerait que l'Union ne restera pas en activité pendant au moins douze mois à compter de la date des présents états financiers.

Dr Sifundo Chief Moyo
Secrétaire général

Date

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Opinion

Nous avons audité les états financiers de l'Union panafricaine des postes (l'« Union » ou l'«UPAP ») présentés aux pages 24 à 39, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mai 2024, l'état des résultats financiers, l'état des variations de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards significatifs, la situation financière de l'Union panafricaine des postes au 31 mai 2024, ainsi que ses résultats financiers et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et de la manière requise par la Convention portant création de l'Union et le Règlement financier de l'Union.

Base de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section « *Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers* » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'Union conformément au Code de déontologie des comptables professionnels du Conseil des normes internationales d'éthique comptable (Code IESBA) ainsi qu'aux exigences déontologiques applicables à notre audit des états financiers en Tanzanie, et nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences et au Code IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations incluses dans les états financiers de l'Union au 31 mai 2024

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations figurant aux pages 2 à 20 des états financiers de l'Union panafricaine des postes pour l'exercice clos le 31 mai 2024, qui comprennent les informations générales sur l'Union, la liste des acronymes et abréviations, le rapport du Secrétariat général et la déclaration du Secrétaire général sur ses responsabilités dans la préparation des états financiers. Les autres informations ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ceux-ci. Le Secrétariat général est responsable des autres informations.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à leur égard.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer si elles présentent des incohérences significatives avec les états financiers ou les informations dont nous avons pris connaissance lors de l'audit, ou si elles semblent comporter des inexactitudes significatives. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons que ces autres informations comportent des inexactitudes significatives, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS (suite) AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION PANAFRICAIN DES POSTES (UPAP)

Responsabilités de la direction et des personnes chargées de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Conseil d'administration de l'UPAP (le « Conseil ») est responsable de la préparation et de la présentation fidèles des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne que le Conseil d'administration de l'UPAP juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à des fraudes ou à des erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil est chargé d'évaluer la capacité de l'Union à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe comptable de la continuité d'exploitation, à moins que le Conseil n'ait l'intention de liquider l'Union ou de cesser ses activités, ou qu'il n'ait d'autre choix réaliste que de le faire.

Le Conseil est chargé de superviser les processus d'information financière de l'Union.

Responsabilités de l'auditeur dans le cadre de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à des fraudes ou à des erreurs, et d'émettre un rapport d'audit qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles sont susceptibles d'influencer de manière raisonnable les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Nous procédons également comme suit :

- Identifions et évaluons les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des déformations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous nous efforçons de comprendre le contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit adaptées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Union.
- Evaluer le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par le Conseil.
- Tirer des conclusions sur le caractère approprié de l'utilisation par le Conseil du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus, déterminer s'il existe une incertitude importante liée à des événements ou à des conditions qui pourraient jeter un doute significatif sur la capacité du Syndicat à poursuivre son exploitation. Nos conclusions sont fondées

sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futurs pourraient empêcher l'Union de poursuivre ses activités.

Responsabilités de l'auditeur dans le cadre de l'audit des états financiers (suite)

- Evaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et déterminer si les états financiers représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière qui permet une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance, entre autres, sur l'étendue et le calendrier prévus de l'audit et sur les constatations importantes de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

RAPPORT SUR LES AUTRES EXIGENCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Le présent rapport, y compris l'opinion, a été établi à l'intention exclusive des membres de l'Union en tant qu'organisme, conformément à la Convention portant création de l'Union, et à aucune autre fin.

Conformément au Règlement financier de l'Union panafricaine des postes, nous vous informons, sur la base de notre audit, que :

- i. Les opérations effectuées au cours de l'exercice financier étaient conformes au Règlement financier.

Le partenaire chargé de cet audit, qui a donné lieu au présent rapport d'audit indépendant, est Neema Kiure.

**Au nom et pour le compte de
Ernst & Young
Experts-comptables agréés**

**Signé par : Dr. Neema Kiure (FCPA 1227) : _____
Expert-comptable Associé
Dar es Salaam**

Date : _____

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ETAT DES RESULTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
		<u>\$EU</u>	<u>\$EU</u>
	Notes		
Recettes provenant de transactions hors bourse			
Contributions des Etats membres	7	1 390 671	1 390 671
Autres recettes	8	3 009 669	675 369
Amortissement des subventions en capital	18	13 177	2 694
		<u>4 413 517</u>	<u>2 068 734</u>
Dépenses			
Frais d'administration	9	1 316 891	1 048 623
Amortissement des immobilisations corporelles	12	xx	13 142
Provision pour contributions des membres en souffrance depuis longtemps	10	191 066	291 866
		<u>1 606 122</u>	<u>1 353 631</u>
Excédent pour l'exercice		<u>2 807 394</u>	<u>715 103</u>
Autres gains/(pertes)			
Perte sur cession d'immobilisations corporelles		<u>-</u>	<u>(948)</u>
Total des excédents et autres gains		<u>2 807 394</u>	<u>714 155</u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
AU 31 MAI 2024**

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
		\$EU	\$EU
ACTIF	Notes		
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	12	7 201 374	137 655
Investissements dans la coentreprise PAPU Tower	13	10 536 593	8 087 934
		<u>17 737 967</u>	<u>8 225 589</u>
Actifs courants			
Contributions non versées – Etats membres	14	1 974 364	1 869 243
Contributions non acquittées – Membres associés	14	85 020	60 010
Débiteurs divers	15	7 976	4 624
Trésorerie et soldes bancaires	16	329 453	231 866
Caisse de retraite du personnel	22	732 813	716 223
		<u>3 129 626</u>	<u>2 881 966</u>
TOTAL DES ACTIFS		<u>20 867 593</u>	<u>11 107 555</u>
ACTIF NET ET PASSIF			
Actif net			
Fonds accumulés		8 827 270	6 019 876
Réserve d'investissement Tour de l'UPAP		6 781 130	
Autres réserves		4 112 283	4 112 283
		<u>19 720 683</u>	<u>10 132 159</u>
Passifs non courants			
Subventions en capital différées	17	<u>165 646</u>	<u>46 025</u>
Passifs courants			
Contributions des membres reçues d'avance	18	136 933	145 068
Obligations	19	15 466	21 558
Contributions des membres à la Tour de l'UPAP		-	45 075
Créanciers divers	19	96 051	1 448
Caisse de retraite du personnel	22	732 813	716 223
		<u>981 264</u>	<u>929 372</u>
Total du passif		<u>1 146 908</u>	<u>975 397</u>
TOTAL ACTIF NET ET PASSIF		<u>20 867 593</u>	<u>11 107 555</u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
AU 31 MAI 2024**

Les états financiers ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le _____ 2025 et ont été signés en son nom par :

_____ Président du Conseil Signature _____
d'administration de l'UPAP

Dr Sifundo Chief Moyo Secrétaire général de Signature _____
Secrétaire général l'UPAP

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

	Fonds cumulés		Autres réserves	Total
	\$EU		\$EU	\$EU
<u>2024</u>				
Au 1er juin 2023	6 019 876		4 112 283	10 132 159
Réserve d'investissement de la Tour de l'UPAP	-	6 781 130		6 781 130
Excédent de l'exercice	2 807 394	-	-	2 807 394
Au 31 mai 2024	<u>8 827 270</u>	<u>6 781 130</u>	<u>4 112 283</u>	<u>19 720 683</u>
<u>2023</u>				
Au 1er juin 2022	5 305 721	-	4 112 283	9 418 004
Excédent de l'exercice	714 155	-	-	714 155
Au 31 mai 2023	<u>6 019 876</u>		<u>4 112 283</u>	<u>10 132 159</u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL**

**ETAT DES FLUX DE TRESORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

		<u>2024</u> \$EU	<u>2023</u> \$EU
	Notes		
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Excédent de l'exercice		2 807 394	714 155
<i>Ajustement pour les éléments hors trésorerie :</i>			
Amortissement	12	98 166	13 142
Subvention en capital libérée	17	(13 177)	(2 694)
Provision pour les contributions des membres en souffrance de longue date	10	(121 384)	162 577
Perte sur cession d'actifs		-	948
Déficit d'exploitation avant variation du fonds de roulement		<u>3 013 767</u>	<u>888 128</u>
<i>Variations du fonds de roulement</i>			
(Augmentation)/diminution des contributions non versées	14	(251 515)	(173 860)
Diminution/(augmentation) des débiteurs divers	15	(3 350)	24 365
(Diminution)/augmentation des créanciers divers	19	(49 527)	(171 296)
(Diminution)/augmentation des obligations	19	(6 092)	(29 160)
Augmentation/(diminution) des contributions reçues d'avance	18	(8 135)	63 880
Flux de trésorerie nets générés par/utilisés dans les activités d'exploitation		<u>2 794 202</u>	<u>602 057</u>
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Investissement dans la Tour de l'UPAP		(2 965 694)	(900 000)
Produit de la cession d'actifs		-	761
Subvention en capital		132 798	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	12	136 281	(106)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		<u>2 696 616</u>	<u>(899 344)</u>
Augmentation nette/(diminution nette) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		<u>97 586</u>	<u>(297 287)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Au début de l'exercice		<u>231 866</u>	<u>529 153</u>
À la fin de l'exercice	16	<u><u>329 453</u></u>	<u><u>231 866</u></u>

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL**

**ETAT DES FLUX DE TRESORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

Aux fins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements financiers/dépôts à terme d'une durée maximale de trois mois.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES BUDGETISEES ET DES MONTANTS REELLEMENT PERÇUS DU 1ER JUIN 2023 AU 31 MAI 2024

	Montant budgété (A)	Montant réel Montant (B)	Ecart (A-B)
	\$EU	\$EU	\$EU
Recettes			
Contributions des Etats membres	1 390 671	722 026	668 644
Contribution des membres associés	20 000	24 990	(4 990)
Arriérés de contributions	600 000	328 567	(268 567)
Arriérés d'amortissement	58 000	57 652	348
Contribution obligatoire - Tour de l'UPAP	167 171	83 826	(83 345)
Autres recettes			
Contributions volontaires	30 000	2 602 963	(2 572 963)
Revenus d'investissement	9 800	25 960	(16 160)
Produits provenant des produits et activités	-	-	
Donateurs/subventions	198 000	75 156	122 844
Pénalités/Amendes	6 800	40 839	(34 039)
Revenus divers	2 180	9 441	(7 261)
	1 942 622	3 971 420	2 028 798
Frais d'administration			
Rémunérations du personnel	449 331	435 730	13 601
Frais communs du personnel	594 054	529 384	64 670
Déplacements en mission officielle	61 636	36 192	25 444
Entretien des locaux et du matériel	79 028	40 474	38 554
Communications	46 979	16 318	30 661

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL**

Autres dépenses	95 675	37 239	58 437
Ateliers, conférences et projets	230 471	221 554	8 917
	1 557 174	1 316 891	240 824
Excédent au cours de l'exercice	385 448	2 654 529	2 269 081
Dépenses en capital approuvées par l'UPAP	369 807	220 106	149 701
	369 807	220 106	149 701

Remarque : le budget initial comprend un montant alloué au cours de l'année et approuvé par le Conseil d'administration lors de sa session budgétaire.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

1 BASE DE PREPARATION

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) publiées par le Comité international des normes comptables pour le secteur public (IPSASB). La base d'évaluation appliquée est celle du coût historique, sauf pour le provisionnement des créances de contributions des Etats membres en souffrance depuis longtemps, ou lorsque les méthodes comptables en disposent autrement. Les états financiers sont présentés en \$EU, qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de l'Union.

Déclaration de conformité

Les états financiers de l'Union panafricaine des postes (UPAP) ont été préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation, en partant du principe que le pays hôte avancera des fonds à l'Union conformément à l'article 15 de la Convention qui a institué l'Union, lequel stipule que « le gouvernement du pays hôte avancera dans toute la mesure du possible à l'Union les fonds nécessaires à son fonctionnement, en attendant leur remboursement ».

Rien n'a été porté à la connaissance de la Conférence des plénipotentiaires, du Conseil d'administration ou du Secrétariat général qui indique que l'Union ne restera pas en activité pendant au moins douze mois à compter de la date des présents états financiers.

2 JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISES DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Possibilité de recouvrement des contributions à recevoir des Etats membres

Au 31 mai 2024, les contributions brutes à recevoir des Etats membres s'élevaient à 5 419 061 \$EU (2023 : 5 304 268 \$EU). La direction procède à un examen régulier de l'état des contributions à recevoir afin de déterminer s'il existe des indications selon lesquelles ces actifs pourraient ne pas être recouvrables. Si tel est le cas, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer le montant de la provision pour perte de valeur, qui est ensuite traitée dans l'état de la performance financière.

Le Secrétariat général détermine si un Etat membre sera en défaut de paiement sur la base d'une évaluation critique de la situation politique et économique de l'Etat membre, de l'expérience historique et d'autres facteurs jugés pertinents, notamment l'ancienneté du montant impayé et les ajustements nécessaires effectués à la fin de l'exercice. Voir la note 14. Le Secrétariat général a estimé que les contributions à recevoir qui sont en souffrance depuis longtemps ont été

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

provisionnées conformément à la résolution N°10/UPAP/CA/XXXVII/2018 des Etats membres du UPAP, adoptée par la 37^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration, tenue à Alger, en Algérie, du 10 au 12 avril 2018, pour les taux de provisionnement des contributions à recevoir en souffrance détaillés à la note 4(h).

3 MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES ET DES INFORMATIONS À FOURNIR

Normes et interprétations nouvelles et modifiées

Les méthodes comptables adoptées par l'Union sont conformes à celles de l'exercice financier précédent. Les normes publiées mais non encore en vigueur, qui s'appliquent aux exercices comptables commençant le 1er juin 2023 ou après cette date, sont énumérées ci-dessous :

- IPSAS 43 – Contrats de location – Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2025.
- IPSAS 44 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées – Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2025.
- IPSAS 45 – Immobilisations corporelles (remplace IPSAS 17) – Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2025.
- IPSAS 46 – Evaluations et mises à jour du cadre conceptuel – Date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2025 ou après.
- IPSAS 49 – Régimes de retraite – Date d'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2026.
- IPSAS 50 – Exploration et évaluation des ressources minérales. Date d'entrée en vigueur : à compter du 1er janvier 2027.

Les normes et interprétations nouvelles et modifiées qui sont entrées en vigueur au cours de l'exercice n'ont eu aucune incidence sur les méthodes comptables, la situation financière ou les résultats de l'Union panafricaine des postes :

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers sont présentées ci-dessous. Ces conventions ont été appliquées de manière cohérente à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

(a) Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques reviendront à l'Union et où les produits peuvent être évalués de manière fiable. Les contributions des Etats membres sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sur la base du barème annuel des quotes-parts utilisé par l'Union.

Les dons, subventions et contributions volontaires sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que toutes les conditions qui y sont attachées seront respectées. Lorsque la subvention est liée à un poste de dépense, elle est comptabilisée en tant que revenu sur la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement la subvention aux coûts qu'elle est destinée à compenser. Lorsque la subvention est liée à un actif, la juste valeur est créditée sur un compte de subventions en capital et est reprise dans l'état de la performance financière sur la durée de vie utile prévue de l'actif concerné, par versements annuels égaux. Les revenus provenant des placements à terme fixe sont comptabilisés dans l'état de la performance financière selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(b) Avantages du personnel

L'Union gère une Caisse de retraite à contributions définies qui est temporairement domiciliée au Secrétariat général et à laquelle l'employeur et les employés cotisent obligatoirement à hauteur de 7,5 % du salaire mensuel de base. Toutefois, les employés sont également autorisés à cotiser volontairement jusqu'à concurrence de 22,5 % de leur salaire mensuel de base.

L'Union n'a plus aucune obligation de paiement une fois les contributions versées. Les contributions financières de l'Union sont imputées aux états financiers de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

Autres avantages sociaux

L'Union prend en charge 80 % des frais médicaux de son personnel et des personnes à leur charge dans les hôpitaux désignés. Le coût est imputé au compte de résultats.

Les avantages sociaux à court terme tels que les salaires, les contributions de sécurité sociale et les aides au transport sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les employés fournissent leurs services.

(c) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque l'Union a une obligation actuelle (légale ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentant des

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et si une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

(d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion du coût de l'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ce coût comprend le coût de remplacement d'une partie de ces immobilisations lorsque ce coût est engagé et que les critères de comptabilisation sont remplis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des actifs. Les terrains sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur juste valeur et ne sont pas amortis, car leur durée de vie utile est indéfinie. Les principaux taux d'amortissement annuels utilisés à cette fin sont les suivants :

Véhicules à moteur	12,5
Equipements	10
Mobilier	8,5
Immeubles abritant des bureaux	1 % à 4
Informatique	20

La valeur comptable des immobilisations corporelles est révisée afin de détecter toute perte de valeur lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que cette valeur pourrait ne pas être recouvrable.

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(d) Immobilisations corporelles (suite)

Un élément d'immobilisations corporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans l'état de la performance financière de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé.

Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et les méthodes utilisées pour l'actif sont revues et ajustées, le cas échéant, à la fin de chaque exercice.

(e) Transactions en devises étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments inclus dans les présents états financiers sont évalués en dollars américains (\$EU), qui est la devise de l'environnement économique principal dans lequel l'Union opère (« la devise fonctionnelle »). Les états financiers sont présentés en dollars américains, sauf indication contraire.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Transactions et soldes

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars américains (\$EU) au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion, au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

(f) Dépréciation des actifs

À la fin de chaque période de référence, l'Union évalue s'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié et des pertes de valeur sont comptabilisées dans l'uniquement s'il existe des indications objectives de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un «événement générateur de perte») et si cet événement (ou ces événements) a une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimée de manière fiable.

Les indices de dépréciation peuvent inclure des indications selon lesquelles un Etat membre connaît des difficultés financières importantes et lorsque des données observables (c'est-à-dire l'ancienneté des contributions impayées, une crise économique et/ou politique) indiquent qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés.

Pour la catégorie des créances, le montant de la perte est évalué comme étant la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif est réduite et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état de la performance financière.

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(f) Dépréciation des actifs (suite)

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la reprise de la perte de valeur précédemment comptabilisée est comptabilisée dans l'état de la performance financière.

(g) Trésorerie et dépôts à court terme

Les liquidités et dépôts à court terme figurant dans l'état de la situation financière comprennent les avoirs en banque, les fonds en caisse et les dépôts à court terme dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à six mois, et sont évalués au coût amorti. Aux fins du tableau des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et équivalents de trésorerie ainsi que les placements financiers dont l'échéance est inférieure ou égale à six mois.

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

(h) Créances sur les contributions des Etats membres et autres créances

Les créances sont comptabilisées et inscrites à leur montant initial, déduction faite d'une provision pour créances irrécouvrables. Une provision est constituée lorsqu'il existe des indications objectives que l'Union ne sera pas en mesure de recouvrer les créances. Les créances irrécouvrables sont radiées lorsqu'elles sont identifiées et approuvées par la Conférence de plénipotentiaires.

Le Secrétariat général de l'Union procède à un examen régulier de l'état des contributions à recevoir afin de déterminer s'il existe des indications selon lesquelles ces actifs pourraient ne pas être recouverts. Si tel est le cas, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer le montant de la provision pour perte de valeur, qui est ensuite traitée dans l'état de la performance financière.

Les taux suivants ont été adoptés par l'Union par la résolution N°10/UPAP/CA/XXXVII/2018, adoptée par la 37^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration, tenue à Alger, en Algérie, du 10 au 12 avril 2018, afin de constituer une provision pour les contributions obligatoires des Etats membres en souffrance depuis longtemps.

Ancienneté en années	Taux appliqué
0-2 ans	0
3 ans	25
4 ans	50
5 ans	75
Plus de 5 ans	100

Les taux adoptés conformément aux recommandations de la Commission de l'Union africaine pour la constitution de provisions sur les dettes souveraines impayées des Etats membres de l'Union panafricaine des postes.

**UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(i) Subventions et dons

Les subventions et dons ne sont comptabilisés qu'après obtention d'une assurance raisonnable que l'Union respectera les conditions qui y sont attachées et que les subventions seront reçues. Les dons sont comptabilisés l'année où ils sont reçus. Les subventions et dons dont la condition principale est que l'Union achète, construise ou acquière d'une autre manière des actifs non courants sont comptabilisés en tant que produits différés dans l'état de la situation financière et transférés vers l'état de la performance financière de manière systématique et rationnelle sur la durée de vie utile des actifs concernés.

Les autres subventions et dons sont comptabilisés en produits sur les périodes nécessaires pour les faire correspondre aux coûts qu'ils sont destinés à compenser, de manière systématique. Les subventions et dons à recevoir à titre de compensation pour des dépenses ou des pertes déjà engagées ou dans le but d'apporter un soutien financier immédiat à l'Union sans coûts futurs connexes sont comptabilisés dans l'état de la performance financière de la période au cours de laquelle ils deviennent exigibles.

(j) Impôt sur le revenu

L'Union panafricaine des postes (UPAP) est reconnue comme une institution diplomatique en vertu de l'annexe IV de la loi sur les immunités et privilèges diplomatiques et consulaires (N°5 de 1986) et de l'arrêté sur les immunités et privilèges (impôts et droits), GN 120 de 1975. Les montants perçus par les personnes bénéficiant de privilèges en vertu de la loi sur les immunités et privilèges diplomatiques et consulaires sont exonérés d'impôt sur le revenu en vertu du point 1(c) de l'annexe 2 de la loi sur l'impôt sur le revenu, chapitre 332 [R.E 2019].

(k) Investissement dans la coentreprise Tour de l'UPAP

L'Union panafricaine des postes (UPAP) détient une participation majoritaire de 60 % dans la coentreprise Tour de l'UPAP, un investissement immobilier institutionnel stratégique réalisé conjointement avec l'Autorité de régulation des communications de Tanzanie (TCRA), qui détient les 40 % restants pour les espaces supplémentaires disponibles après avoir réservé des bureaux pour le siège de l'UPAP et le bureau de la TCRA pour la zone nord.

La coentreprise a été créée pour financer, construire et gérer la Tour de l'UPAP, un complexe de bureaux commerciaux situé à Arusha, en Tanzanie, qui abrite également le siège de l'UPAP et les bureaux de la TCRA Zone nord. Conformément aux normes comptables applicables, cet investissement a été inscrit dans les états financiers de l'Union.

Les investissements de l'Union dans la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, l'investissement dans une coentreprise est initialement comptabilisé au coût. La valeur comptable de l'investissement est ajustée pour tenir compte des

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

variations de la part de l'Union dans l'actif net de la coentreprise depuis la date d'acquisition. Le bon vouloir lié à la coentreprise est inclus dans la valeur comptable de l'investissement et ne fait pas l'objet d'un test de dépréciation distinct.

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(l) Informations budgétaires

Le budget annuel est établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire que tous les coûts et revenus prévus sont présentés dans un seul état afin de déterminer les besoins de l'Union panafricaine des postes pour couvrir les coûts, et les coûts directs des programmes. En raison de l'adoption de la méthode de la comptabilité d'exercice à des fins budgétaires, il n'existe aucune différence de base ou de timing qui nécessiterait un rapprochement entre les montants comparables réels et les montants présentés dans un état financier supplémentaire distinct dans l'état comparatif du budget et des montants réels. Des commentaires explicatifs sont fournis dans les notes annexes aux états financiers annuels ; tout d'abord, les raisons de la croissance ou de la baisse globale du budget sont indiquées, suivies des détails des dépassements ou des sous-utilisations des postes budgétaires.

Les chiffres du budget annuel figurant dans les états financiers excluent toutes les activités de la coentreprise Tour de l'UPAP, car celle-ci dispose de rapports financiers distincts. Ces chiffres budgétaires sont ceux qui ont été approuvés par les responsables de la gouvernance et le conseil d'administration au début de l'année et au cours de l'année à la suite des révisions budgétaires (le cas échéant).

(m) Réserve d'investissement de la Tour de l'UPAP

La réserve d'investissement de la Tour de l'UPAP (« la réserve ») a été créée afin de refléter la participation de 60 % de l'Union dans la coentreprise Tour de l'UPAP avec la TCRA (« la coentreprise ») et de tenir compte des déséquilibres financiers temporaires résultant des apports en capital supplémentaires effectués par l'autre partenaire de la coentreprise, TCRA (« le partenaire »).

La réserve sert de tampon pour reconnaître que le partenaire a apporté plus de liquidités au projet que sa part de propriété, tandis que la participation de l'Union reste inchangée à 60 %.

Base et justification

Le projet Tour de l'UPAP est détenu conjointement comme suit :

- L'Union : 60 %
- La TCRA : 40 %

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Au cours de la mise en œuvre du projet, le partenaire a avancé des fonds supérieurs à sa participation pour financer les coûts du projet. Ces contributions supplémentaires sont considérées comme des avances temporaires récupérables sur les flux de trésorerie futurs du projet et ne sont pas considérées comme des apports en capital permanents.

Afin de maintenir la participation non diluée de l'Union tout en reconnaissant la priorité économique temporaire du partenaire, une réserve de capitalisation est enregistrée dans les états financiers de l'Union.

4 RESUME DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

(m) Réserve d'investissement de la Tour UPAP (suite)

Comptabilisation et évaluation

Comptabilisation initiale :

- Une fois la coentreprise créée et le financement excédentaire du partenaire identifié, l'Union enregistre une réserve de capitalisation dans les capitaux propres afin de refléter le droit prioritaire du partenaire de récupérer ses avances.
- Le montant de la réserve sera équivalent à la part proportionnelle (60 %) de l'Union dans les contributions excédentaires du partenaire, déterminée sur la base des comptes approuvés du projet.

Evaluation ultérieure :

- La réserve restera dans les capitaux propres et ne pourra être distribuée tant que les avances du partenaire n'auront pas été entièrement récupérées à partir des flux de trésorerie du projet ou d'autres recouvrements.
- La réserve ne sera ni réévaluée ni ajustée pour tenir compte des variations de la juste valeur, sauf pour refléter les variations vérifiées du solde des avances non récupérées du partenaire.

Amortissement ou libération de la réserve

- À mesure que les avances du partenaire sont remboursées grâce aux distributions de revenus du projet, la réserve sera réduite proportionnellement.
- Une fois les avances du partenaire entièrement remboursées, le solde total de la réserve sera transféré au surplus cumulé.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

- À partir de ce moment, l'Union commencera à comptabiliser sa part de 60 % des bénéfices ou des pertes de la coentreprise, conformément à sa participation.

Cette politique sera révisée périodiquement afin de garantir le respect continu des normes d'information financière applicables et des accords de coentreprise. Toute modification doit être approuvée par le Conseil d'administration de l'Union ou l'organe de gouvernance équivalent.

Résultats de la coentreprise

La copropriété d'investissement a généré 108 359 dollars américains de revenus de loyers, depuis le début de son exploitation en novembre 2023. Les dépenses connexes se sont élevées à 21 814 dollars américains, avec un taux d'occupation moyen de 38 %. Avec le remboursement complet prévu des fonds supplémentaires avancés à la coentreprise par le partenaire, la période de retour sur investissement a été estimée de manière prudente à 34 ans alors que la durée de vie utile de la Tour UPAP est estimée à 100 %. La période de retour sur investissement devrait se réduire avec l'augmentation du taux d'occupation et le début de l'exploitation des installations de conférence au cours de l'exercice 2024/2025.

5 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

La préparation des états financiers de l'Union panafricaine des postes exige que la direction émette des jugements, des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des produits, des charges, des actifs et des passifs, ainsi que sur la divulgation des passifs éventuels, à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude entourant ces hypothèses et estimations pourrait entraîner des résultats qui nécessiteraient un ajustement important de la valeur comptable de l'actif ou du passif concerné à l'avenir.

Jugements

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de l'Union panafricaine des postes, la direction a émis les jugements suivants, outre ceux impliquant des estimations, qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers :

5 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES SIGNIFICATIFS (suite)

Détermination de la durée de vie utile des immobilisations corporelles

La direction fait preuve de jugement raisonnable pour déterminer la durée de vie utile des immobilisations corporelles et, par conséquent, les taux d'amortissement des immobilisations corporelles.

Détermination des provisions pour créances sur les contributions des Etats membres

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

La direction fait preuve de jugement raisonnable pour déterminer les provisions pour créances douteuses sur les contributions à recevoir des Etats membres depuis longtemps échues, en se basant sur l'ancienneté des montants échus. Les taux appliqués sont ceux adoptés par la Commission de l'Union africaine pour la constitution de provisions sur les dettes souveraines échues.

Estimations et hypothèses

Les principales hypothèses concernant l'avenir et les autres sources d'incertitude importantes à la date de clôture, qui présentent un risque significatif d'entraîner un ajustement important de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice, sont présentées ci-dessous.

Continuité d'exploitation

Le Conseil d'administration et le Secrétariat général ont évalué la capacité de l'Union panafricaine des postes (UPAP) à poursuivre ses activités et sont raisonnablement convaincus que l'UPAP, soutenue par les membres fondateurs et le gouvernement hôte du siège de l'UPAP, la République unie de Tanzanie, dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

En outre, le Secrétariat général et le Conseil d'administration n'ont connaissance d'aucune incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'Union à poursuivre ses activités. Par conséquent, les états financiers continuent d'être établis sur la base de la continuité d'exploitation.

Dépréciation des actifs non financiers

L'Union panafricaine des postes évalue à chaque date de clôture s'il existe des indices de dépréciation pour tous les actifs non financiers. Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des indices laissant supposer que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Lorsque des calculs de la valeur d'utilité sont effectués, la direction doit estimer les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie et choisir un taux d'actualisation approprié afin de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

L'Union est exposée au risque de crédit et au risque de liquidité. La direction générale de l'Union supervise la gestion de ces risques. Elle est assistée par des commissions techniques et administratives et un groupe de travail qui la conseillent sur les risques financiers et le cadre de gouvernance approprié en matière de risques financiers de l'Union. Les politiques de l'Union n'autorisent aucune transaction de nature spéculative.

UNION PANAFRICAIN DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Risque de marché

Le risque de marché est la possibilité pour un investisseur de subir des pertes en raison de facteurs qui affectent la performance globale des marchés financiers sur lesquels il opère. L'UPAP n'est pas exposée au risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations au titre d'un instrument financier ou d'un contrat client, entraînant une perte financière. L'Union est exposée au risque de crédit lié à ses activités opérationnelles sur les créances et les contributions des Etats membres.

	Actuel	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
Exercice clos le 31 mai 2024				
Contributions des membres (brutes)	1 546 711	840 168	3 032 182	5 419 061
Créances diverses	7 975	-	-	7 975
Total	1 554 686	840 168	3 032 182	5 427 036
Exercice clos le 31 mai 2023				
Contributions des membres (brutes)	1 784 159	868 253	2 651 856	5 304 268
Débiteurs divers	4 624	-	-	4 624
Total	1 788 783	868 253	2 651 856	5 308 892

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

L'Union surveille ses risques de pénurie de fonds à l'aide de prévisions de trésorerie afin de solliciter des fonds auprès des donateurs si nécessaire.

			Actuel	Entre 1 et 2 ans	Plus de 2 ans	Total
			\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
Exercice clos le 31 mai 2024						
Créanciers	divers	et	18 733	-	-	18 733
obligations						
Total			18 733	-	-	18 733
Exercice clos le 31 mai 2023						
Créanciers	divers	et	23 006	-	-	23 006
obligations						
Total			23 006	-	-	23 006

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. L'exposition de l'Union au risque de variation des taux de change concerne principalement la monnaie fonctionnelle de l'Union. L'Union gère son risque de change en conservant des comptes bancaires en devises étrangères.

Au 31 mai 2024, l'impact de la fluctuation du dollar américain par rapport au shilling tanzanien n'est pas significatif.

Il incombe à la direction de veiller à ce que des systèmes de contrôle financier et opérationnel internes adéquats soient mis en place et maintenus de manière continue afin de fournir une assurance raisonnable concernant :

- L'efficacité et l'efficience des opérations ;
- La conformité aux lois et réglementations applicables ;
- La disponibilité des registres comptables ;
- La viabilité de l'entreprise dans des conditions normales et défavorables ; et
- Les comportements responsables envers toutes les parties prenantes.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

L'efficacité de tout système de contrôle interne dépend du strict respect des mesures prescrites. Il existe toujours un risque de non-respect de ces mesures par le personnel. Bien qu'aucun système de contrôle interne ne puisse offrir une garantie absolue contre les inexactitudes ou les pertes, le système de l'Union est conçu pour fournir à la Conférence des ministres responsables des services postaux une assurance raisonnable que les procédures en place fonctionnent efficacement.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

	<u>2024</u> \$EU	<u>2023</u> \$EU
7 CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES		
Contributions des Etats membres (annexe I)	<u>1 390 671</u>	<u>1 390 671</u>
8 AUTRES RECETTES		
Contributions des membres associés	50 000	55 000
Contribution des Etats membres pour les engagements en matière de fonds propres de Tour de l'UPAP	83 826	450 000
Contribution pour l'apprentissage de la langue française	-	-
Intérêts résultant du paiement tardif des contributions annuelles	40 839	35 174
Intérêts sur dépôts à terme	25 960	-
Remboursement de la TVA payée sur les achats locaux	9 441	-
Don – Célébrations de la journée TCRA UPAP	2 826	-
Don – USPS – 2 ^{ème} Conférence philatélique – Maroc	72 330	-
Contribution volontaire du gouvernement tanzanien au projet Tour de l'UPAP	2 602 963	-
Plus-value sur la cession d'actifs	-	-
Revenus divers	100	1 907
Dépenses dégagées pour 2021/2022		4 000
Recouvrement de la provision pour créances douteuses des Etats membres (note 14)	121 384	129 289
	<u>3 009 669</u>	<u>675 369</u>
9 FRAIS D'ADMINISTRATIONS		
Charges liées aux avantages sociaux (note 11)	965 114	918 653
Déplacements en mission officielle	36 192	19 981
Entretien des locaux et du matériel	40 474	16 986
Communications	16 318	9 347
Autres dépenses	37 239	39 258
Conférences techniques, programmes/projets	221 554	44 398
	<u>1 316 891</u>	<u>1 048 623</u>
10 PROVISION POUR CREANCES DOUTIEUSES		
Provision pour contributions des membres en souffrance depuis longtemps (note 14)	<u>191 066</u>	<u>291 866</u>

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

11 CHARGES LIEES AUX AVANTAGES SOCIAUX

Salaires et rémunérations	435 730	415 983
Régime de retraite à contributions définies	42 806	42 063
Frais de formation	17 555	13 860
Autres frais de personnel*	469 023	446 747
	965 114	918 653

*Les autres frais de personnel sont conformes au Statut du personnel de l'Union panafricaine des postes, qui comprend les indemnités de vie chère, l'assurance-vie, l'assurance médicale, les frais de voyage pour le congé dans les foyers ou la cessation de service, l'allocation scolaire, l'allocation pour charge de famille, l'allocation de logement et les gratifications pour les fonctionnaires élus.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

12 BIENS IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS

	Terrain	Bâtiments	Véhicules et machines	Informatique et électronique	Mobilier et équipement ménager	Mobilier et équipement de bureau	Total
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
2024							
Coût/Evaluation							
Au 1 ^{er} juin 2023	-	131 401	110 786	111 460	29 694	29 959,02	413 299
Ajouts	-	-	-	86 264,60	-	50 016,04	136 281
Capitalisation du siège de l'UPAP	4 087 934,46	2 474 107,29	-			463 562,81	7 025 605
Au 31 mai 2024	4 087 934,46	2 605 508	110 786,14	197 724,37	29 693,82	543 537,87	7 575 186,28
Amortissement							
Au 1 ^{er} juin 2023	-	15 768	104 413	105 294	25 564	24 607	275 646
Charge pour l'exercice	-	23 812	1 592,26	9 932	1 528	61 302	98 166
Cession	-	-	-			-	-
Au 31 mai 2024	-	39 580	106 005	115 225	27 092	85 910	373 812
Valeur comptable nette							
Au 31 mai 2024	4 087 934	2 565 928	4 7801	82 499	2 602	457 628	7 201 372

Les immobilisations corporelles comprennent deux (2) véhicules entièrement amortis et un groupe électrogène d'un coût historique de 98 048,04 \$EU, ainsi que du mobilier et des équipements d'un coût de 124 344,27 \$EU qui sont toujours utilisés en raison de l'insuffisance des fonds nécessaires à leur remplacement. L'Union prévoit de les remplacer dès que les fonds seront disponibles afin de réduire au minimum les coûts élevés d'entretien et de réparation.

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

12 BIENS IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS (Suite)

	Terrain	Bâtiments	Véhicules et machines	Informatique et électronique	Mobilier et équipement ménager	Mobilier et équipement de bureau	Total
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU		\$EU	\$EU
2023							
Coût/Evaluation							
Au 1 ^{er} juin 2022		131 401	110 786	111 460	29 694	32 415	415 755
Ajouts		-	-			106	106
Cession		-	-			(2 562)	(2 562)
Au 31 mai 2023	-	131 401	110 786	111 460	29 694	29 959	413 299
Amortissement							
Au 1 ^{er} juin 2022		10 512	102 821	101 705	24 002	24 316	263 357
Charge pour l'exercice		5 256	1 592	3 588	1 562	1 144	13 142,09
Cession		-	-			(853)	(853)
Au 31 mai 2023	-	15 768	104 413	105 294	25 564	24 607	275 646,09
Valeur comptable nette							
Au 31 mai 2023	-	115 633	6 373	6 166	4 130	5 352	137 653

Les immobilisations corporelles comprennent deux (2) véhicules entièrement amortis et un groupe électrogène d'un coût historique de 98 048,04 \$EU, ainsi que du mobilier et des équipements d'un coût de 124 344,27 \$EU qui sont toujours utilisés en raison de l'insuffisance des fonds nécessaires à leur remplacement. L'Union prévoit de les remplacer dès que les fonds seront disponibles afin de réduire au minimum les coûts élevés d'entretien et de réparation.

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

13 INVESTISSEMENT DANS LA COENTREPRISE TOUR DE L'UPAP

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	<u>\$EU</u>	<u>\$EU</u>
Investissement dans la Tour de l'UPAP	10 536 593	8 087 932
L'Union panafricaine des postes (UPAP) détient une participation majoritaire de 60 % dans la coentreprise Tour de l'UPAP, un immeuble d'investissement institutionnel stratégique réalisé conjointement avec l'Autorité de régulation des communications de Tanzanie (TCRA), qui détient les 40 % restants pour les espaces supplémentaires disponibles après avoir réservé des bureaux pour son propre usage pour le siège de l'UPAP et les bureaux de la zone nord de la TCRA.		
La Tour de l'UPAP a été achevée et inaugurée par la présidente de la République unie de Tanzanie, Dr Samia Suluhu Hassan, le 2 septembre 2023.		
Le nom commercial de la coentreprise Tour de l'UPAP a été enregistré le 1 ^{er} août 2024 sous TCRA-PAPU JOINT VENTURE dans la catégorie des partenaires commerciaux. Le 13 septembre 2024, TCRA-PAPU JOINT VENTURE a reçu le certificat d'enregistrement N°583892.		

Informations financières pro forma de la coentreprise TCRA-PAPU au 31 mai 2024

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

	2024
	\$EU
Actifs	
Actifs non courants	
Actifs de la Tour UPAP	17 417 994
Actifs courants	
Solde bancaire - Coentreprise	119 006
Autres créances	40 162
	159 168
ACTIF TOTAL	17 574 162
Fonds et passifs cumulés de la coentreprise	
Actifs nets/Fonds cumulés	9 176 542
Passifs non courants	
Avances du partenaire de la coentreprise sur le compte du projet	6 781 130
Passifs courants	
Comptes fournisseurs et retenues de garantie des entrepreneurs	1 616 490
Total du passif	8 397 620
TOTAL DE L'ACTIF ET DU PASSIF NET	17 574 162

2024

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

		<u>\$EU</u>
13.	INVESTISSEMENT DANS LA COENTREPRISE TOUR DE L'UPAP	
	Résultats financiers pro forma de la coentreprise TCRA-UPAP	
	Revenus	
	Revenus locatifs	108 359
	Recettes provenant des installations de conférence	<u>0</u>
		<u>0</u>
	Frais d'exploitation	<u>21 814</u>
	Résultat net avant amortissements et impôts	<u><u>86 545</u></u>

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	<u>\$EU</u>	<u>\$EU</u>
14 CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES EN SOUFFRANCE		
Créances sur les contributions (note 20)	5 419 061	5 304 268
Moins : Provision pour dépréciation	<u>(3 444 697)</u>	<u>(3 375 015)</u>
Créances sur contributions - net	<u>1 974 364</u>	<u>1 929 253</u>
Variations des provisions		
Solde au début de l'exercice	3375 015	3 212 438
Charge de l'exercice	191 066	291 866
Reprise	<u>(121 384)</u>	<u>(129 289)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>3 444 697</u>	<u>3 375 015</u>
Composition des provisions pour contributions non acquittées		
République centrafricaine	396 754	396 754
Tchad	6 352	330
Comores	305 160	305 160
Congo (Brazzaville)	84 947	61 688
République démocratique du Congo	-	-
Guinée équatoriale	126	
Erythrée	180 519	161 744
Gabon	95 954	67 930

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Gambie	255 482	236 707
Ghana		63 732
Guinée	253 972	229 340
Libéria	259 981	249 213
Libye	423 784	420 864
Maroc	84 121	141 773
Nigeria	99	
Sierra Leone	395 765	376 991
Somalie	322 538	322 538
Soudan	186 496	147 605
Togo	192 647	192 647
	3 444 697	3 375 015

Analyse de l'ancienneté des contributions à recevoir

Ancienneté des créances :

<i>0 à 2 ans</i>	1 546 711	1 784 159
<i>3 ans</i>	298 226	296 525
<i>4 ans</i>	273 991	290 731
<i>5 ans</i>	267 952	280 997
<i>Plus de 5 ans</i>	3 032 182	2 651 856
<i>Intérêts de retard</i>	-	-
	5 419 061	5 304 268

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

	<u>2024</u> \$EU	<u>2023</u> \$EU
15 DEBITEURS DIVERS		
Paiements anticipés	7 975	4 624
	<u>7 975</u>	<u>4 624</u>
16 TRESORERIE ET SOLDES BANCAIRES		
Soldes bancaires	329 453	231 866
	<u>329 453</u>	<u>231 866</u>
17 SUBVENTION EN CAPITAL DIFFEREE		
Au début de l'exercice	46 025	48 719
Ajouts au cours de l'exercice	132 798	
Reprises au cours de l'exercice	(13 177)	(2 694)
À la fin de l'exercice	<u>165 646</u>	<u>46 025</u>
<p>Les subventions en capital représentent les immobilisations données par les Etats membres à l'Union panafricaine des postes. Ces actifs sont initialement comptabilisés et capitalisés en tant que subventions en capital différées, puis amortis sur leur durée de vie utile. Cet amortissement reflète les avantages annuels tirés de l'utilisation des actifs enregistrés dans l'état de la performance financière.</p>		
18 CONTRIBUTIONS DES MEMBRES PERÇUES D'AVANCE		
Contributions reçues d'avance (note 22)	<u>136 933</u>	<u>145 068</u>
19 OBLIGATIONS ET CREANCIERS DIVERS		
Obligations/charges à payer	15 466	21 558
Créanciers divers	7 975	1 448
	<u>23 441</u>	<u>23 006</u>

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	\$EU	\$EU
20 CREANCES SUR LES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES		
Etat membre		
Algérie	78 671	1 025
Angola	30 353	10
Bénin	1 347	-
Botswana	-	-
Burundi	125	18 298
Cameroun	50 502	13 090
République centrafricaine	396 754	396 754
Tchad	92 047	68 838
Comores	305 160	305 160
Congo (Brazzaville)	192 568	168 062
Côte d'Ivoire	38 167	37 744
République démocratique du Congo	25 911	36 286
Egypte		80
Guinée équatoriale	68 192	45 432
Erythrée	269 246	248 847
Eswatini	21 715	
Gabon	228 398	197 948
Gambie	344 209	323 810
Ghana	51 624	198 685
Guinée	370 385	343 620
Lesotho	10	82
Libéria	347 928	335 409
Libye	800 353	790 770
Madagascar	78	39
Malawi	155	21 884
Mali		40
Maroc	84 345	141 937
Namibie	540	26 386
Niger		20 044
Nigeria	237 944	157 223
Sénégal		114
Sierra Leone	484 492	464 093
Somalie	322 538	322 538
Soudan	361 503	322 613
Togo	192 647	192 647
Zambie	21 145	43 499
Zimbabwe	10	1 249
Asaase GPS	75 000	60 000
		60

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

Govnet	10 010	-
USPS	10	10
Total	5 504 081	5 304 268

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	\$EU	\$EU
21 CONTRIBUTIONS DES MEMBRES PERÇUES À L'AVANCE		
Etat membre		
Bénin		20 340
Botswana		29 394
Burkina Faso	129	129
Cameroun	-	-
Côte d'Ivoire	-	-
Eswatini		187
Mali	21 966	-
Ethiopie	85	80
-	-	-
Mozambique	2	191
Afrique du Sud	81 538	4 671
Sénégal	330	-
Tanzanie	86	86
Niger	823	-
Tunisie	31 973	89 989
Ouganda	-	-
Zimbabwe	-	-
	<u>136 933</u>	<u>145 068</u>
22. CAISSE DE RETRAITE DU PERSONNEL		

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Caisse de retraite du personnel	732 813	716 223
Caisse de retraite du personnel auprès de la KCB Bank	(732 813)	(716 223)

L'Union gère une Caisse à contributions définies (prestations de retraite collectives) dans le cadre de laquelle chacun de ses employés et l'Union cotisent respectivement 7,5 % et 15 % du salaire mensuel de base de l'employé. Toutefois, les employés sont autorisés à cotiser jusqu'à 22,5 % sur demande écrite adressée au secrétaire général. Les fonds sont actuellement gérés par le Secrétariat général et l'argent est conservé sur un compte bancaire distinct auprès de la KCB Bank (Tanzania) Limited.

23 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les parties liées à l'Union comprennent les Etats membres de l'Union africaine et les principaux dirigeants, à savoir le secrétaire général, le secrétaire général adjoint, le chef de l'administration et des finances et le chef des opérations et de la technologie.

Les transactions et les soldes avec les Etats membres de l'Union africaine concernent les dons (note 7), les contributions à recevoir (note 20) et les contributions reçues d'avance (note 21). Les transactions avec les principaux dirigeants au cours de l'exercice sont résumées ci-dessous :

<u>2024</u>	<u>2023</u>
\$EU	\$EU

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

Membres clés de la direction

Salaires et autres avantages sociaux à court terme	228 379	215 933
Avantages postérieurs à l'emploi	16 866	12 648
Assurance médicale	5 915	6 899
Gratification	23 188	23 188
	<u>274 348</u>	<u>258 668</u>

24 ENGAGEMENTS ET EVENTUALITES

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	<u>\$EU</u>	<u>\$EU</u>
Engagements en capital		
Autorisés mais non encore engagés		
Améliorations apportées aux locaux du bureau de l'UPAP		140 370
Mobilier et agencements	52 660	92 690
Equipement de bureau		16 747
Approuvé et sous contrat		
Coentreprise Développement de Tour de l'UPAP		120 000
Améliorations apportées aux locaux de UPAP	-	-
Total des engagements financiers*	<u>52 660</u>	<u>369 807</u>

*Source : Engagements en matière de dépenses d'investissement tirés du budget approuvé pour l'exercice financier lors de la 41^e session ordinaire du Conseil d'administration. Document N°UPAP/FCA/ATC/1/2023 - Doc N°06

25 EVENEMENTS POSTERIEURS À LA DATE DE CLOTURE

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements, favorables ou défavorables, qui surviennent entre la fin de la période de référence et la date à laquelle les états financiers sont autorisés à être publiés. On distingue deux types d'événements :

- Ceux qui fournissent des indications sur les conditions qui existaient à la fin de la période considérée (événements postérieurs à la période considérée ayant une incidence sur les états financiers) ; et
- Ceux qui sont révélateurs de conditions apparues après la période de référence (événements postérieurs à la période de référence n'entraînant pas d'ajustement).

Enregistrement de la coentreprise TCRA-UPAP

Après la date de clôture, la coentreprise Tour de l'UPAP a été enregistrée le 1^{er} août 2024 sous le nom de TCRA-PAPU JOINT VENTURE dans la catégorie des partenaires. Le 13 septembre 2024, TCRA-PAPU JOINT VENTURE a reçu le certificat d'enregistrement N°583892.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS (suite)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024**

À notre connaissance, aucun autre événement susceptible d'être inclus dans les présents états financiers et survenu entre la fin de l'exercice financier et la date d'approbation des états financiers n'a été omis par le Conseil d'administration.

26 COMPARAISONS

Il n'y a pas eu d'ajustements aux chiffres comparatifs. La présentation de l'exercice précédent est conforme à celle de l'exercice en cours.

UNION PANAFRICAINE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ANNEXE I : ECHEANCIER DES VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

S/N	Etat membre	Arriérés reportés au 01.06.2023	Contribution 2023/2024	Intérêts facturés 2023/2024	Total des contributions dues	Total reçu	Total des contributions impayées	Provision pour créances douteuses 2023/2024	Contribution impayée moins provision
		\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
1	Algérie	1 025,03	76 876,94	768,78	78 670,75	-	78 670,75	-	78 670,75
2	Angola	10,00	30 043,00	300,43	30 353,43	-	30 353,43	-	30 353,43
3	Bénin	(20 339,92)	21 686,95	-	1 347,03	-	1 347,03	-	1 347,03
4	Botswana	(29 394,13)	29 394,13	-	0,00	-	0,00	-	0,00
5	Burkina Faso	(129,06)	21 686,95	-	21 557,89	21 686,95	(129,06)	-	(129,06)
6	Burundi	18 297,95	18 052,34	210,61	36 560,90	36 435,64	125,26	-	125,26
7	Cameroun	13 090,40	36 911,29	500,02	50 501,71	-	50 501,71	-	50 501,71
8	République centrafricaine	396 753,73			396 753,73	-	396 753,73	396 753,73	-
9	Tchad	68 837,83	21 686,95	1 522,24	92 047,02	-	92 047,02	6 352,23	85 694,79
10	Comores	305 160,08			305 160,08	-	305 160,08	305 160,08	-
11	Congo (Brazzaville)	168 062,23	21 686,95	2 819,28	192 568,46	-	192 568,46	84 947,19	107 621,27
12	Côte d'Ivoire	37 743,94	41 187,68	411,90	79 343,52	41 176,95	38 166,57	-	38 166,57
13	République démocratique du Congo	36 286,45	34 223,06	391,79	70 901,30	44 990,00	25 911,30	-	25 911,30
14	Egypte	80,00	76 876,94	-	76 956,94	76 956,94	-	-	-
15	Guinée équatoriale	45 432,45	21 686,95	1 072,30	68 191,70	-	68 191,70	125,87	68 065,83
16	Erythrée	248 846,97	18 052,34	2 346,80	269 246,11	-	269 246,11	180 518,84	88 727,27
17	Eswatini	(186,84)	21 686,95	214,98	21 715,09	-	21 715,09	-	21 715,09
18	Ethiopie	(80,38)	27 699,52	-	27 619,14	27 704,52	(85,38)	-	(85,38)
19	Gabon	197 947,94	26 946,80	3 503,09	228 397,82	-	228 397,82	95 954,37	132 443,45
20	Gambie	323 809,63	18 052,34	2 346,80	344 208,77	-	344 208,77	255 481,50	88 727,27
21	Ghana	198 685,27	28 013,15	2 417,66	229 116,08	177 492,10	51 623,98	-	51 623,98
22	Guinée	343 620,43	23 685,04	3 079,08	370 384,55	-	370 384,55	253 972,46	116 412,09

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL
ANNEXE I : ECHEANCIER DES VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

S/N	Etat membre	Arriérés reportés au 01.06.2023	Contribution 2023/2024	Intérêts facturés 2023/2024	Total des contributions dues	Total reçu	Total des contributions impayées	Provision pour créances douteuses 2023/2024	Contribution impayée moins provision
		\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
23	Kenya	-	38 740,35	-	38 740,35	38 740,35	-	-	-
24	Lesotho	82,29	21 686,95	-	21 769,24	21 759,24	10,00	-	10,00
25	Libéria	335 408,97	18 052,34	2 346,80	355 808,11	7 880,00	347 928,11	259 981,46	87 946,65
26	Libye	790 770,32	76 876,94	9 481,49	877 128,75	76 776,00	800 352,75	423 783,91	376 568,85
27	Madagascar	39,15	23 486,86	78,28	23 604,29	23 526,01	78,28	-	78,28
28	Malawi	21 883,82	21 686,95	215,94	43 786,71	43 632,15	154,56	-	154,56
29	Mali	40,00	21 686,95	-	21 726,95	43 693,22	(21 966,27)	-	(21 966,27)
30	Maroc	141 937,06	63 423,48	-	205 360,54	121 015,42	84 345,12	84 121,09	224,03
31	Mozambique	(190,95)	23 058,77	114,33	22 982,15	22 984,39	(2,24)	-	(2,24)
32	Namibie	26 385,56	25 378,65	42,42	51 806,63	51 266,65	539,98	-	539,98
33	Niger	20 044,50	21 686,95	33,41	41 764,86	42 587,56	(822,70)	-	(822,70)
34	Nigeria	157 223,35	76 876,94	3 843,82	237 944,11	-	237 944,11	98,60	237 845,51
35	Sénégal	114,16	26 823,35	-	26 937,51	27 267,08	(329,57)	-	(329,57)
36	Sierra Leone	464 093,28	18 052,34	2 346,80	484 492,42	-	484 492,42	395 765,15	88 727,27
37	Somalie	322 538,12	-	-	322 538,12	-	322 538,12	322 538,12	-
38	Afrique du Sud	(4 671,33)	76 876,94	-	72 205,61	153 743,88	(81 538,27)	-	(81 538,27)
39	Soudan	322 612,57	38 890,51	-	361 503,08	-	361 503,08	186 495,79	175 007,30
40	Tanzanie	(86,00)	33 116,70	-	33 030,70	33 116,70	(86,00)	-	(86,00)
41	Togo	192 646,81	-	-	192 646,81	-	192 646,81	192 646,81	-
42	Tunisie	(89 988,84)	64 447,12	-	(25 541,72)	6 431,22	(31 972,94)	-	(31 972,94)
43	Ouganda	(0,20)	29 924,13	-	29 923,93	29 924,00	(0,07)	-	(0,07)
44	Zambie	43 499,46	22 794,77	429,92	66 724,15	45 579,54	21 144,61	-	21 144,61
45	Zimbabwe	1 248,62	30 966,51	-	32 215,13	32 205,13	10,00	-	10,00

UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
 SECRETARIAT GENERAL
 ANNEXE I : ECHEANCIER DES VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES
 POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2024

S/N	Etat membre	Arriérés reportés au 01.06.2023	Contribution 2023/2024	Intérêts facturés 2023/2024	Total des contributions dues	Total reçu	Total des contributions impayées	Provision pour créances douteuses 2023/2024	Contribution impayée moins provision
		\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
	Asaase GPS	60 000,00	15 000,00		75 000,00		75 000,00		75 000,00
	Govnet		15 000,00		15 000,00	4 990,00	10 010,00		10 010,00
	USPS	10,00	20 000,00		20 010,00	20 000,00	10,00		10,00
:	Arriérés de contributions	5 164 545,45	1 440 670,77	40 838,98	6 666 252,17	1 273 561,64	5 504 081,31	3 444 697,18	2 059 384,13
	Moins provision pour créances douteuses	3 375 015,00					3 444 697,18		
		1 789 530,45					2 059 384,13		

- Les chiffres indiqués entre parenthèses ne sont pas pris en compte dans le calcul du montant des contributions non acquittées. Ils sont extraits et présentés séparément dans l'annexe II ci-dessous.

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**ANNEXE 2 : ETAT DES CONTRIBUTIONS REÇUES A L'AVANCE AUPRÈS DES ÉTATS MEMBRES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

N°	Pays membre	Arriérés reportés au 01.06.2023	Contribution 2023/2024	Intérêts facturés 2023/2024	Total des contributions dues	Total reçu	Contribution impayée moins provision
1	Bénin	(20 339,92)	21 686,95	-	1 347,03	-	
2	Botswana	(29 394,13)	29 394,13	-	0,00	-	
3	Burkina Faso	(129,06)	21 686,95	-	21 557,89	21 686,95	(129,06)
4	Eswatini	(186,84)	21 686,95	214,98	21 715,09	-	
5	Ethiopie	(80,38)	27 699,52	-	27 619,14	27 704,52	(85,38)
6	Mali	40,00	21 686,95	-	21 726,95	43 693,22	(21 966,27)
7	Mozambique	(190,95)	23 058,77	114,33	22 982,15	22 984,39	(2,24)
8	Niger	20 044,50	21 686,95	33,41	41 764,86	42 587,56	(822,70)
9	Sénégal	114,16	26 823,35	-	26 937,51	27 267,08	(329,57)
10	Afrique du Sud	(4 671,33)	76 876,94	-	72 205,61	153 743,88	(81 538,27)
11	Tanzanie	(86,00)	33 116,70	-	33 030,70	33 116,70	(86,00)
12	Tunisie	(89 988,84)	64 447,12	-	(25 541,72)	6 431,22	(31 972,94)
13	Ouganda	(0,20)	29 924,13	-	29 923,93	29 924,00	(0,07)
Arriérés de contributions		(145 067,65)	419 775,41	362,72	320 810,86	409 139,52	(136 932,51)

**UNION PANAFRICAINNE DES POSTES
SECRETARIAT GENERAL**

**ANNEXE 3 : ETAT DE LA CAISSE DE RETRAITE DU PERSONNEL POUR
L'EXERCICE CLOS AU 31 MAI 2024**

ÉTAT DE LA CAISSE DE RETRAITE DU PERSONNEL AU 31 MAI 2024

	\$EU	\$EU
Fonds constitué au 01.06.2023		716 223
Contributions	95 587	
Intérêts réalisés	33 696	
Sous-total cotisations et intérêts		129 283
Sous-total avant retraits		845 506
Retraits	114 685	
Régularisation des intérêts excédentaires	-1 992	
Sous-total retraits et intérêts régularisés		112 693
Fonds constitué au 31.05.2024		732 813

En vertu de l'article 51 du Règlement du personnel, il a été créé une Caisse de retraite au profit du personnel afin de garantir une pension de retraite à la cessation de service. Par ailleurs, il est possible pour les fonctionnaires élus de cotiser et de convertir leur gratification en cotisation retraite avec une contrepartie d'au moins 50 %. Le personnel titulaire cotise entre 7,5 % et 22,5 %, avec une contrepartie de 15 % versée par l'Union.

Les placements des caisses de retraite sont essentiellement des dépôts à terme fixe auprès de banques commerciales de renom qui proposent des offres jugées les plus viables par le Conseil fiduciaire.

Le Règlement de la Caisse de retraite du personnel de l'UPAP prévoit la possibilité pour les cotisants âgés de 55 ans et plus de retirer un tiers de leur capital retraite avant leur départ à la retraite.

Deux membres du personnel réunissant toutes les conditions requises ont retiré un tiers de leur capital retraite après examen et approbation par le Conseil fiduciaire de la Caisse de retraite.